

BULLETIN

DE

L'ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENNES ÉLÈVES

DE

FONTENAY-AUX-ROSES

N° 2. — MAI 1895

SCEAUX

IMPRIMERIE CHARAIRE ET C^{ie}

68 ET 70, RUE HODAN, 68 ET 70

1895

CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1894-1895

Présidente : M^{lle} B. CHAMPOMIER.

Vice-Présidente : M^{lle} L. VIAUD.

Trésorière : M^{lle} MAHAUT.

Secrétaire : M^{lle} LAURIOL.

<i>Membres</i>	{	M ^{me} JANIN.
		M ^{lles} HECQUET.
		LELOUTRE.
		MARCH.
		PERNESSIN.

BULLETIN

DE

L'ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENNES ELÈVES

DE

FONTENAY-AUX-ROSES

SOMMAIRE

1. Réunion générale du 6 août 1895. Ordre du jour et avis.....	33
2. Notice nécrologique sur M ^{lle} Marlet.....	35
3. La question sociale, conférences faites par M. Darlu à l'Ecole de Fontenay.....	37
4. Compte rendu des conférences faites à l'Ecole de Fontenay par M. Bouchor.....	61
5. Une visite à Bruges.....	65
6. De la susceptibilité dans la vie commune à l'Ecole normale.....	73
7. Ce que l'on pense de nous en Angleterre.....	76
8. Les associations d'instituteurs, en Allemagne.....	80
9. Nécrologie: Un nouveau deuil: M. Léon Robert.....	83

RÉUNION GÉNÉRALE DE L'ANNÉE 1895

La réunion générale est fixée au mardi 6 août, à dix heures et demie du matin, à l'Ecole normale de Fontenay-aux-Roses.

L'ordre du jour de cette réunion sera le suivant :

- 1^o Exposé de la situation de la société, au mois d'août 1895 ;
- 2^o Compte rendu détaillé des recettes et des dépenses pendant l'année 1894-1895, présenté par M^{lle} Mahaut, Trésorière ;
- 3^o Demandes d'admission adressées par des fonctionnaires des Ecoles normales et des Ecoles primaires supérieures ;
- 4^o Communication relative au Bulletin ;
- 5^o Renouvellement du tiers sortant des membres du Conseil d'administration ;
- 6^o Communications, propositions et vœux.

Une première réunion des associées occupera la matinée du 6, à partir de 10 h. 1/2; les diverses questions touchant l'Association y seront discutées¹.

Une deuxième réunion d'entretien familial aura lieu dans l'après-midi; nous espérons que M. Pécaut voudra bien y prendre la parole.

NOTE

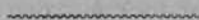
M^{mes} les membres ou adhérentes qui n'auraient pas encore envoyé leur cotisation de l'année 1893 à M^{lle} Mahaut, Trésorière, sont priées de le faire, afin de faciliter par là l'élaboration du compte-rendu financier porté à l'ordre du jour ci-dessus.

ENVOI DU BULLETIN

Le présent Bulletin est adressée à toutes les anciennes élèves de Fontenay.

Quelques-unes de celles qui, dans le courant de l'année 1893, ont donné leur adhésion au projet de création de notre Société, ne l'ont pas confirmée lorsque l'Association s'est définitivement constituée.

Celles d'entre elles qui, sans avoir encore manifesté leur intention, seraient désireuses de faire partie de l'Association amicale des anciennes élèves de Fontenay, sont priées d'envoyer cette adhésion, soit en écrivant à M^{lle} Champomier, Présidente, soit en adressant à M^{lle} Mahaut, Trésorière, leur cotisation qui est de dix francs pour la première année, et de six francs pour les autres années.



1. M^{mes} les Associées sont invitées à prendre part au banquet que le comité d'administration organise à l'Ecole, à Fontenay, le mardi 6 août, à midi. Les associées qui comptent assister au banquet sont priées de se faire inscrire avant le 23 juillet, et d'envoyer à M^{lle} Mahaut, Trésorière, la cotisation fixée à 3 francs par personne.

M^{lle} Hecquet, économe de l'Ecole de Fontenay, demande à celles de ces Dames qui souhaitent être reçues à Fontenay dès la veille — ou pour la nuit suivante — de vouloir bien le lui écrire avant la même date du 23 juillet.

NOTICE NÉCROLOGIQUE

Les élèves de Fontenay qui appartiennent à la promotion de 1886-88, apprendront avec une douloureuse émotion la mort de leur ancienne compagne, M^{lle} Marlet, professeur à l'École normale de Poitiers, en congé depuis deux ans, que la phthisie vient d'emporter à 33 ans.

M^{lle} Marlet, née à Chassagne (par Ornans-Doubs) en 1862, était une ancienne élève de l'École normale de Besançon. Sortie de l'École en 1881, elle y revint en qualité de maîtresse-surveillante, après avoir été institutrice pendant quelques mois dans une petite commune du Doubs. Elle fut nommée en 1884-85 sous-directrice au cours secondaire de Tournon. En 1886, elle entra à Fontenay, dans la section des lettres. C'est là que je l'ai connue. Elle se trouvait de quelques années plus âgée que la plupart d'entre nous; ce titre d'ainée, et plus encore son ferme bon sens et sa droiture lui donnèrent dans la promotion une autorité que nous nous plaisions à reconnaître. Elle l'exerçait d'ailleurs avec simplicité et avec bonne humeur; il n'y avait qu'une chose qu'elle ne supportât pas volontiers, c'était l'affectation, sous quelque forme qu'elle parût; alors son esprit, naturellement fin et pénétrant, s'aiguillait encore; sa parole devenait mordante, et elle n'épargnait à personne, surtout à ses amies, la raillerie ou le reproche. Mais celles-ci, qui la voyaient de plus près, savent aussi qu'à cette franchise un peu vive se joignait, chez M^{lle} Marlet, une vraie bonté, clairvoyante et active.

C'est cette passion d'être utile aux autres, et plus tard à ses élèves, qui a fait d'elle une excellente maîtresse, et qui a peut-être contribué à abrégier sa vie. Nommée professeur à l'École normale de Poitiers en 1888, à sa sortie de Fontenay, elle y méritait de sa directrice le témoignage que l'on va lire :

« M^{lle} Marlet rendit à l'École normale de Poitiers d'excellents services. C'est de tout cœur qu'elle se vouait à sa tâche et, pendant cinq années, elle donna, sans compter, le meilleur d'elle-même à ses élèves. Très bonne, mais aussi très ferme, elle était aimée et respectée de toutes. Ses leçons, claires et vivantes, laissaient des traces profondes dans leur esprit. Pour le personnel de l'École, elle fut la plus

dévouée des collaboratrices, la meilleure et la plus serviable des collègues. Son souvenir vivra longtemps dans l'âme de ceux qui l'ont connue, et qui, l'ayant vue à l'œuvre, l'ont appréciée et l'ont aimée. »

C'est dans le courant de l'année 1893 qu'elle fut atteinte, à la suite de l'influenza, de la maladie à laquelle elle a succombé; et dès cette époque, le mal fit de si rapides progrès qu'on la jugea perdue. Elle dut prendre un congé, d'abord d'une année qu'elle passa dans son pays natal, auprès de sa mère, à Chassagne, et qu'elle fit renouveler l'an dernier au printemps.

Ces deux années ont dû lui peser lourdement si j'en crois quelques mots qu'elle m'écrivait l'année dernière en m'adressant sa cotisation, et cet autre témoignage de M^{lle} V. Thomas :

« Elle me disait, dans sa dernière lettre de janvier 1895, qu'elle souffrait cruellement de son inaction; elle me parlait aussi de ses lectures, car elle s'intéressait toujours aux choses de l'esprit, et ses lettres étaient toujours écrites avec une lucidité et une fermeté de pensée que la maladie n'avait pas altérées. Mais il était aisé de voir qu'elle ne se faisait plus d'illusions sur la gravité de son état et qu'elle ne croyait plus à sa guérison. »

Elle fut enlevée à sa mère quelques jours avant Pâques, et c'est au retour des vacances que M. l'Inspecteur nous apprit à l'École la douloureuse nouvelle. Ma pensée se reporta alors avec une grande tristesse vers les années que nous y avions passées ensemble, et je trouve aujourd'hui quelque douceur à rappeler ici son souvenir et à m'unir à toutes mes compagnes de promotion dans un sentiment commun de regret et d'affection.

M. MAHAUT.

Fontenay, mai 1895.

LE SOCIALISME ET LA QUESTION SOCIALE

Je rédige avec un grand plaisir, pour nos anciennes élèves, les notes d'une ou deux leçons que j'ai faites à Fontenay sur le socialisme. Elles se rappellent (je me le figure du moins) comment leur professeur comptait toujours sur ses doigts les points principaux du sujet qu'il traitait avec elles. Elles seront charmées de retrouver ici la trace de cette habitude. Cela m'aidera à m'expliquer plus clairement ; mais, quoi que je fasse, ce genre de questions, extrêmement compliqué, exigera toujours un grand effort d'abstraction. Que nos élèves me permettent de les avertir qu'elles feront bien de relire quatre ou cinq fois plusieurs passages de cette discussion ; et pourquoi ne pas ajouter : deux ou trois fois la leçon tout entière ?

I. — Préambule.

D'abord, je dois dire que je n'ai pas une grande autorité dans ces questions, ne les ayant pas étudiées assez longtemps, et avec assez d'application. Mais j'ai, en revanche, un certain avantage, c'est de n'y apporter aucun parti pris. Notre situation de professeurs est, à bien des égards, favorable pour assurer un jugement impartial dans les questions sociales et politiques. Quoique nous portions le chapeau de haute forme ou la capote, nous n'appartenons pas précisément à « la société », au « monde ». Nous vivons de notre salaire, justement comme les ouvriers. Nous voyons dans les hommes et les femmes du peuple, ouvriers de la terre ou petits artisans, des gens comme nous, des frères imparfaits, sans doute, mais non pas plus imparfaits, au vernis près, que les riches, et souvent fort dignes d'être aimés et fréquentés. Et d'autre part, nous ne sommes pas engagés dans une carrière d'argent. Notre cœur n'est pas naturellement envieux. Il ne nous déplaît nullement qu'il y ait des riches, qui possèdent de grands bois, qui achètent de beaux tableaux, qui font travailler les uns, qui procurent aux autres un loisir nécessaire pour les arts de l'esprit. Enfin, nous nous intéressons par-dessus tout à notre pays, à la civilisation, à l'humanité. Et nous sommes disposés à comprendre et à accepter tout ce qui est bon pour la prospérité commune ; et que, par exemple, la liberté de chacun doit être grande avec ses chances

bonnes et mauvaises, que la responsabilité doit avoir son plein effet, que les mœurs doivent être viriles et fortes, plutôt que douces et molles; qu'il faut bien qu'il subsiste entre les hommes les inégalités que la nature a voulu, et qu'il s'établisse entre eux une subordination dont la société a besoin, etc... Ce sont là, semble-t-il, d'assez bonnes dispositions d'esprit pour réfléchir à la question sociale.

Nous en entendons parler si souvent que nous voudrions y comprendre quelque chose. Tantôt nous lisons dans un journal que notre société est une société *capitaliste*, qui repose sur l'asservissement des travailleurs; que demain matin, heureusement, elle va s'écrouler, et que le bonheur fleurira sur ses ruines. Tantôt nous lisons dans un autre que les socialistes sont de pauvres ignorants, fanatisés par des démagogues ambitieux, qui menacent en effet la société de la ruine, mais d'une ruine où tout le monde resterait enseveli avec la patrie elle-même, si le gouvernement laissait faire. De quel côté notre cœur doit-il aller pour être d'accord avec notre raison? D'ailleurs, le socialisme n'est pas seulement une question parisienne un peu vague, dont le journal nous entretient. Il chemine maintenant dans les petites villes, dans les bourgs, partout où une industrie agglomère des ouvriers; il s'insinue jusqu'au cabaret du village. Il serait utile que nous pussons donner au moins à nos jeunes institutrices une *impression* saine sur ces grosses questions, dont le bruit viendra jusqu'à elles, et, à nos voisins, un bon avis, quand ils nous consulteront. En bien des choses nous devons compter désormais uniquement sur la force de la vérité, cherchée sérieusement, sincèrement.

II. — Difficulté de la « question sociale ».

Eh bien! la première impression juste à recevoir, c'est que ces questions sont extrêmement difficiles à comprendre, et mille fois plus difficiles à résoudre. Elles sont si délicates et si compliquées que si un ange, un archange même, était envoyé du ciel pour gouverner la France pendant un an avec pleins pouvoirs, il leur ferait à peine faire un pas.

Examinons en effet, pour commencer, ce qu'on appelle en *économie politique* la production de la richesse¹.

1. Entendons ici par richesse tout objet qui a une valeur d'échange : un morceau de pain, une épingle, un diamant.

LOIS PSYCHOLOGIQUES DE LA PRODUCTION DES RICHESSES

La richesse ne tombe pas du ciel toute faite. Elle est créée par le travail des individus. Or, les individus se livrent au travail parce qu'ils y ont intérêt pour vivre, pour se procurer les nécessités ou les commodités de la vie. L'homme travaille par intérêt personnel (et il faut y comprendre l'intérêt domestique aussi); c'est là une *loi psychologique*. Il y a des utopistes qui n'en tiennent pas compte, qui pensent que les hommes travailleraient autant si chacun devait travailler pour tous. Avec une apparence de noblesse qui peut séduire l'imagination, cette idée est très fautive, parce qu'on ne peut espérer que le cœur humain change d'ici à demain.

LOIS ÉCONOMIQUES DE LA PRODUCTION DES RICHESSES

Une partie de cette richesse ainsi produite n'est pas consommée. Elle sert à construire des machines, à amender le sol, etc. Elle forme le *capital*. Or, le *capital* est absolument nécessaire pour le travail, c'est-à-dire pour faire travailler les ouvriers. Plus il y a de capitaux dans un pays, et plus le travail est *demandé*, plus les travailleurs sont occupés et plus ils sont rémunérés (dans l'état actuel de notre société). Si, aujourd'hui, la moitié des capitaux était soudain anéantie en France, demain une infinité d'ouvriers mourraient de faim. Ce sont là des lois économiques. Il y en a bien d'autres. Ces lois sont très abstraites. Elles ressemblent aux lois de la physique. Il n'y a guère que des savants spéciaux qui puissent les concevoir tout à fait clairement. Et cependant, si on n'en tient pas compte, on risque de commettre des sottises irréparables, car les lois vraiment nécessaires ne se laissent pas violer impunément.

LES CONDITIONS SOCIALES DE LA PRODUCTION DES RICHESSES

Est-ce tout? Il s'en faut. La production des richesses dépend encore de l'état de la société, de l'état des mœurs, des habitudes d'épargne, de sobriété des habitants. Pourquoi l'Espagne produit-elle infiniment moins de richesses que l'Angleterre? C'est qu'il y a, dans le caractère espagnol, moins d'initiative, moins de décision, etc., que chez l'Anglais¹. — Autre exemple : dans un grand nombre de nos

1. On peut expliquer ce fait en partie par le climat. Mais on peut aussi penser que les rois d'Espagne, sans toucher à la richesse, par l'expulsion des Maures, des Juifs, par les bûchers de l'Inquisition, ont appauvri la nation de son sang le plus généreux.

industries, le travail des mains doit concourir avec le travail directeur de l'esprit. Si les ouvriers ne sont pas disposés de bon cœur à se subordonner à l'ingénieur et au patron, l'entreprise périclité. Voilà deux exemples qui peuvent vous donner une idée (encore bien insuffisante) de cette influence que l'état social et l'état des mœurs exercent sur la production de la richesse.

LES CONDITIONS POLITIQUES DE LA PRODUCTION DE LA RICHESSE

Enfin à toutes ces causes — innombrables — viennent encore s'ajouter celles qui tiennent à la vie politique du pays. Un pays qui est menacé par de puissants voisins n'est pas libre dans son activité économique. Il ne peut renoncer, par exemple, à produire son blé; le voilà obligé de protéger l'agriculture nationale contre l'importation du blé venu des pays neufs. Mais s'il frappe d'un droit très élevé les céréales des pays étrangers, ces pays étrangers, en réponse, frapperont de droits aussi lourds les produits de son industrie; et son commerce d'exportation diminuera, et la production industrielle se ralentira, et le salaire des ouvriers d'industrie baissera, etc. C'est un phénomène qui est en train de se produire en France, (avec mille fluctuations que je n'ai pas à suivre).

RÉSUMÉ

Récapitulons. Dans les questions relatives aux richesses, il faut donc tenir compte des *lois psychologiques*, des *lois économiques*, de *conditions sociales* très complexes, de la *situation politique* du pays. Enfin il faut aussi prendre garde de ne demander rien d'*injuste*, et tenir compte, en conséquence, des *lois morales* qui doivent régler les rapports des hommes entre eux.

En voilà assez, ce semble, pour nous rendre déflants de nous-mêmes, et aussi de tous ceux qui écrivent ou qui parlent d'une manière violente et déclamatoire sur ces sujets, dans les journaux, dans les réunions publiques. Quelquefois même, nous pourrions nous hasarder à juger de leur compétence à leur langage, à leur attitude, à leur ton seulement, maintenant que nous voyons bien qu'il faut, pour se prononcer dans ces questions, une initiation longue, un savoir difficile et sérieux.

III. — La question sociale.

Arrivons maintenant à la question sociale proprement dite. Elle porte tout entière sur la *répartition des richesses*. Essayons d'abord de comprendre le problème, en le considérant sous sa forme la plus aiguë et la plus troublante.

LA QUESTION SOCIALE

Il y a, en très petit nombre, il est vrai, des gens très riches qui vivent, sans rien faire, du revenu de leurs capitaux. Et il y a, en foule, des prolétaires qui ont beaucoup de peine à soutenir par leur travail leur existence et celle de leurs enfants; et encore tombent-ils dans la misère la plus cruelle lorsque le chômage ou la maladie les privent de leur salaire. Les premiers goûtent toutes les douceurs de la vie civilisée; les autres épuisent les tristesses d'une condition qu'on a pu dire plus dure, à certains égards, et qui l'est quelquefois, que celle des esclaves des temps anciens. Pourquoi la richesse est-elle ainsi distribuée?

Nous aurons fait un premier pas, si nous le comprenons clairement.

LA DISTRIBUTION DES RICHESSES

Quant un petit propriétaire cultivateur récolte dans son champ le blé et les légumes qu'il consomme, le fait est simple: il possède tout le produit de son travail: il en jouit pleinement. Il n'y a pas encore d'échange.

Quand le petit artisan vit de la vente de ses sabots ou des roues de charrette qu'il fabrique, le fait est un peu plus compliqué: l'échange commence, mais il n'y a pas encore là de difficulté. Le travailleur échange le produit de son travail, qui est tout à lui, contre d'autres produits dont il a besoin. C'est fort bien.

Mais dans la grande industrie, un fait nouveau se présente. Les ouvriers travaillent, et le produit de leur travail n'est pas à eux. Il appartient à l'entrepreneur (ou patron). Ils reçoivent seulement une somme d'argent, qui est le salaire, et qui ne représente qu'une partie de la valeur de ce produit. En effet, les produits du travail une fois vendus, la somme totale qu'ils ont procurée est divisée en trois parts. Une part est le *salaire* des ouvriers; une part est le *revenu* des capitaux; une part est le *bénéfice* de l'entrepreneur (ou patron). Il arrive ainsi que l'entrepreneur *peut* faire fortune en une quinzaine d'années, si son activité, servie par des circonstances favorables, multiplie ses bénéfices. Il arrive encore que des capitalistes *peuvent* retirer de l'entreprise où ils engagent leurs capitaux un revenu qui leur permet de vivre largement sans travailler ¹. Et l'ouvrier gagne à peu près de quoi ne pas mourir de faim. Il lui est absolument impossible de s'enrichir

1. Mais prenons bien garde que l'entrepreneur *peut* faire faillite, et que les capitalistes *peuvent* perdre leurs capitaux. Et cela arrive très souvent.

s'il reste ouvrier, et il lui est même difficile de faire des économies en vue de la maladie ou de la vieillesse.

Cette répartition est-elle juste? Voilà la question sociale. Mais la question est ainsi posée d'une manière un peu trop générale. Faisons-y entrer encore un ou deux faits extrêmement importants :

1^o L'héritage transmet la richesse de la personne qui l'a créée à une personne qui la reçoit gratuitement, et qui en jouira désormais. Il arrive ainsi que de grandes richesses peuvent être accumulées en des mains paresseuses.

2^o Comme le capital a une extrême importance, — nous venons de le voir, — il prend, dans nos sociétés modernes, toutes sortes de formes qui le rendent plus *mobile*, billets de banque, actions de sociétés, titres de rente, etc., et il devient alors lui-même un objet d'échange, il est acheté et vendu. Il reçoit de ce mouvement même un énorme accroissement de force, pour le plus grand bien de la société, ne l'oublions pas. Mais à ce mouvement des capitaux le crédit est nécessaire (comme à tout commerce). Il y a donc des achats et des ventes à crédit de capitaux, des achats et des ventes à crédit de titres de rente, d'actions de tout genre. C'est là, proprement, la spéculation de Bourse. Et il arrive alors qu'avec quelques coups de crayon, en cinq minutes, un homme *peut* gagner à la Bourse, une fortune¹. Il faut encore ajouter que les grands capitalistes dans le commerce de l'argent sont comme les magasins du Bon Marché et du Louvre dans le commerce des étoffes; ils s'étendent sans cesse aux dépens des petits capitalistes. Et ainsi se fondent des fortunes de millionnaires, et, en Amérique, des fortunes de milliardaires. Voilà où nous voulions en venir.

La question sociale est posée maintenant dans toute sa complexité et dans toute son acuité à la fois. *Cette répartition des richesses avec la grande inégalité qu'elle entraîne, est-elle juste?*

LOIS DE LA DISTRIBUTION DES RICHESSES

Cependant, nous ne pouvons pas encore essayer de répondre. Il reste un point essentiel à éclaircir. *Juste ou non*, cette répartition se fait ainsi. Comment se fait-elle ainsi? Qui la règle? Est-ce la loi de l'État? Est-ce la volonté des hommes? Est-ce le hasard? Nullement. Cette répartition se fait mécaniquement. Elle est réglée par des lois quasi naturelles, assez semblables aux lois de la physique, à savoir la *loi de l'offre et de la demande* et la *loi de la concurrence*.

La loi de l'offre et de la demande détermine la valeur des objets

1. Prenons garde, toujours, qu'il *peut* la perdre.

que l'on échange. C'est la loi de la valeur. En général, la valeur d'un produit diminue quand le produit est *offert* en plus grande quantité; elle augmente quand il est *demandé* en plus grande quantité.

Par exemple, la valeur d'un sac de blé dépend des besoins de la consommation, — c'est la demande, — et de la quantité des sacs de blé apportés sur le marché, — c'est l'offre. — C'est donc le rapport de l'offre à la demande qui fixe la valeur.

En même temps, la loi de la concurrence modifie sans cesse le rapport de l'offre à la demande. Quand un produit est très demandé et qu'il acquiert une grande valeur, le travail et le capital se précipitent de ce côté, et, se faisant concurrence, multiplient l'offre, et ramènent bientôt la valeur du produit à son niveau normal.

Il faudrait ici un grand nombre d'exemples pour représenter vivement à l'esprit le jeu perpétuel de ces deux grands ressorts de la vie économique de nos sociétés, la loi de l'offre et la demande et la loi de la concurrence¹. Mais pour des lecteurs très attentifs et déjà habitués à l'abstraction, peut-être ces principes suffiront-ils à expliquer la *distribution* de la richesse, dont nous avons parlé plus haut.

En effet, dans le partage du produit total, le salaire des ouvriers est déterminé presque machinalement par le rapport du travail au capital. Si, dans une industrie donnée, il se présente beaucoup d'ouvriers (capables), le travail est offert et le salaire diminue en conséquence. Si les capitaux affluent, le travail est demandé et le salaire s'élève. De même pour la part qui revient au capital : la disette des capitaux fait hausser l'*intérêt* ou le revenu que les capitaux obtiennent dans le partage du produit total ; et l'abondance des capitaux fait baisser le taux de l'intérêt, le revenu du capital.

Il va sans dire que dans chaque cas particulier, mille circonstances variables modifient l'effet de ces deux lois. Mais l'effet tend toujours à se produire, et, en général, il se produit.

Ainsi si un capitaliste retire un grand revenu de ses capitaux, c'est que ces capitaux sont très demandés et qu'on en a un grand besoin, c'est-à-dire qu'ils sont très utiles, utiles à un très grand nombre de personnes². Si un entrepreneur fait de grands bénéfices, c'est qu'il fournit, à un grand nombre de consommateurs des produits moins coûteux ou de meilleure qualité que les autres industriels, c'est qu'il rend de plus grands services. Et si le salaire d'un ouvrier, individuel-

1. Et, en effet, c'est là un passage bon à relire plusieurs fois.

2. Et c'est aussi parce qu'ils courent un risque.

lement, est bien mince en comparaison, c'est que son travail rend moins de services, qu'il satisfait moins de besoins¹.

Peut-être comprend-on maintenant le mécanisme de la distribution. C'est, en dernière analyse, le désir, la préférence de chacun qui fixe la valeur des choses et qui assigne à chacun sa rétribution. Tout se passe comme au marché, où chacun achète suivant ses besoins et ses ressources; et, par suite, la question a, je crois, changé un peu de face. *La distribution des richesses est-elle juste?* demandions-nous. Elle parait, en tout cas, se faire selon des lois nécessaires, selon des lois économiques, qui se rattachent au fond à des lois psychologiques. Et maintenant, il faut demander : *Pouvons-nous la changer?* Il n'est pas juste, sans doute, qu'un ouvrier qui tombe d'un échafaudage se tue; mais c'est une injustice de la nature et non des hommes : Nous ne pouvons pas changer la loi de la pesanteur. Peut-être ne pouvons-nous pas changer non plus la loi de l'offre et de la demande. Est-il possible de faire que le travail dont sont capables des individus différents ait la même valeur (le travail d'un maçon et le travail d'un architecte, par exemple)? Est-il possible d'empêcher que certains services que tout le monde estime très précieux n'enrichissent celui qui est capable de nous les rendre (exemple : un architecte, un ingénieur), et que des services d'un autre genre, ou qui n'ont que peu de prix en eux-mêmes, ou qui sont offerts par une foule de mains grossières, ne soient pas payés à vil prix (exemple : un décrotteur, un portefaix)?

A mon avis, nous touchons ici le fond de la difficulté du problème social. Et nous voilà en mesure — à la fin — de comprendre à peu près la doctrine socialiste.

IV. — Le socialisme.

L'IDÉE-MÈRE DU SOCIALISME

Le socialisme répond à cette question : oui, il est possible de changer les lois de la distribution des richesses; mais, pour cela, il faut établir une société nouvelle, absolument différente de celle où nous vivons.

Le socialisme peut se définir en général et d'une manière populaire, la conception d'une société où il n'y aurait ni riches, ni pauvres, où tous les membres de la société seraient des travailleurs de la même classe, de la même condition. *C'est la conception de l'égalité sociale.*

¹. Ne perdons pas de vue que, dans une grande industrie, les salaires de tous les ouvriers réunis absorbent la part infiniment la plus considérable dans le produit total.

PRINCIPALES CRISES SOCIALISTES DANS L'HISTOIRE DE LA CIVILISATION

Le socialisme a paru déjà dans le monde ancien, au sein des cités grecques, dont les luttes de classes ont amené la ruine. Il a reparu, dans le christianisme primitif, avec son idéal de pauvreté. Il reparait encore avec la Réforme (ou renaissance du christianisme primitif), et il produit alors le mouvement des *anabaptistes*. Il reparait enfin à la suite du grand ébranlement de la Révolution française; et, de nos jours, il s'est répandu dans tous les pays d'Europe et d'Amérique.

CAUSES DU SOCIALISME CONTEMPORAIN

Ce mouvement a bien des causes. J'en indiquerai trois principales, en donnant seulement la formule :

1° *Une cause économique* : les applications de la science, l'invention des machines, la grande industrie ont multiplié les richesses. Cet accroissement des richesses a accru l'inégalité des conditions : le pauvre se sent plus pauvre aujourd'hui, et souffre davantage de sa pauvreté. (Par exemple, songez à ceci seulement : il voit sans cesse, à la devanture des magasins, l'étalage d'un luxe éblouissant.)

2° *Une cause politique* : la démocratie s'organise partout; c'est un régime politique et social fondé sur l'égalité des droits. Il est à peu près impossible que le pauvre se voie l'égal du riche devant la loi et devant le suffrage, source de la puissance gouvernementale, et se résigne à une très grande inégalité des conditions et de force réelle. Cette cause agit peut-être plus puissamment encore que la précédente, nous semble-t-il.

3° *Une cause morale* : pour diverses raisons (que nous avons quelquefois considérées ensemble), les croyances religieuses se sont affaiblies dans la masse de la nation. Un sentiment s'est formé par contre, vague mais puissant, c'est qu'il faut jouir de la vie le plus vite et le plus possible¹ : matérialisme pratique, qui renferme (sans le savoir) un germe de pessimisme, et qui nourrit tous les sentiments tristes, mécontentement, envie, haine, instinct de destruction... Et cette cause paraît agir profondément aussi, quoique moins visiblement que les précédentes.

Ainsi se sont formés les sentiments, les besoins, les aspirations auxquels le socialisme donne un aliment.

1. Dans le *Capital* de Karl Marx, résumé par M. G. Deville, le traducteur français, décrivant l'idéal de l'avenir, conclut : « Le plaisir, but de tout organisme vivant, se réalisera alors pour chacun, conformément à sa nature. »

THÉORIE DU SOCIALISME COLLECTIVISTE

Il y a divers systèmes socialistes. En France, le parti socialiste est rallié au *collectivisme* de Karl Marx¹ ou socialisme du parti ouvrier allemand.

La critique de la société actuelle. — 1^o Le collectivisme fait la critique de la société actuelle. Cette partie critique et négative de la doctrine est naturellement celle qui est la plus développée par le parti socialiste dans la presse, à la tribune, dans les prédications populaires.

En voici l'essentiel :

Le capitaliste est plus fort que le travailleur et lui fait la loi. D'une part, il réduit son salaire à un minimum au-dessous duquel l'ouvrier mourrait de faim (c'est la *loi d'airain*) ; d'autre part, il s'engraisse de tout le reste du produit du travail. *Le grand capital se forme uniquement par la spoliation du travailleur.* La société actuelle est capitaliste : elle repose sur une iniquité.

La doctrine. — 2^o Le collectivisme conçoit une société nouvelle, l'*état socialiste*, où précisément les lois de la distribution des richesses seraient changées de fond en comble.

Dans cette société idéale, il faut, en effet, qu'il n'y ait plus ni loi de la concurrence, ni loi de l'offre et de la demande. Or, pour cela, il faut qu'il n'y ait plus d'*échange*, il faut qu'il n'y ait plus de *propriété individuelle*².

Aussi, dans cette société, *tous les capitaux, tous les instruments de production, toutes les terres, toutes les maisons, tous les métaux précieux, toutes les usines, toutes les machines appartiendraient à l'État*, seraient socialisés, comme dit Karl Marx³.

Tous les hommes, toutes les femmes seraient des ouvriers rétribués par l'État. *Il n'y aurait plus de classes.* Le gouvernement ou, si l'on veut, le grand conseil d'administration de la société, fixerait, — à l'aide de statistiques, — la nature et la quantité des produits nécessaires à la consommation générale. Il fixerait ensuite la valeur de chaque produit selon la *durée moyenne* du travail qui peut le fournir. Désormais, chacun se présenterait dans les ateliers de l'État pour faire tel ou tel travail ; en échange, il recevrait un bon de consommation ; il pourrait alors se rendre dans les bazars du gouvernement, et il obtien-

1. Karl Marx, juif allemand, né à Cologne, en 1818, a écrit *Le Capital* (1867).

2. La propriété individuelle des objets de consommation serait conservée (vêtements, meubles, livres).

3. Et le collectivisme insiste : non pas même communalisés, mais socialisés, sans doute internationalement, pour toute l'Europe, par exemple.

draît contre son bon de travail le produit en nature dont il aurait besoin.

Tout serait réglé par l'État : la production (il faudrait, par exemple, annuellement, tant d'hectolitres de blé), la durée normale du travail, la valeur des produits.

Puis l'État prélèverait, sur l'ensemble des produits du travail, tout ce qu'il faudrait pour les frais généraux de l'administration, tout ce qu'il faudrait pour l'entretien et le renouvellement du capital, tout ce qu'il faudrait pour une large assistance à tous les malades, à tous les infirmes, à tous les vieillards, enfin tout ce qu'il faudrait pour l'entretien et l'éducation des enfants en commun. Cette part prélevée, sur le reste chaque travailleur recevrait au prorata de la durée de son travail¹.

Grâce à cette organisation du travail et de la société tout entière, il n'y aurait plus de classes, il n'y aurait plus de riches. La distribution des richesses serait en effet transformée en une distribution de bons de consommation.

Je crois que cette esquisse très sommaire n'est pas inexacte. Le parti socialiste laisse dans l'ombre, ordinairement, cette exposition de la doctrine. Et pourtant c'est là l'idéal qui devrait justifier ses critiques. Car si l'idéal est pire que ce qui existe, la critique de ce qui existe perd beaucoup de sa valeur.

V. — Appréciation du socialisme.

Nous avons beaucoup de peine à nous représenter avec netteté et dans le détail une société absolument différente de la nôtre, une société où il n'y aurait plus ni monnaie, ni prêt, ni crédit, ni échange, ni commerce, ni marché, ni loyers, ni même de famille ! Il y faudrait une sorte d'imagination extrêmement forte, qui est extrêmement rare. Nous pouvons dire cependant une chose : c'est là un rêve. Mais il faut bien essayer de voir si c'est là, comme le croit la foule des socialistes, un rêve riant et qui doit enchanter l'esprit.

EXAMEN DE LA CRITIQUE DE LA SOCIÉTÉ ACTUELLE PAR LE SOCIALISME

Commençons par la critique de la société actuelle. Elle a sans doute quelque vérité, puisque notre état social est très imparfait, et

1. Et, en quelque mesure, de l'intensité aussi. On a donc tort de dire, comme on le fait souvent, que le travailleur recevrait l'équivalent intégral du produit de son travail. Il s'en faudrait !

u'il est certainement possible, non de le refaire de fond en comble, du moins de l'améliorer sans cesse. Mais la critique socialiste est outrée et violente. L'écrivain ou l'orateur socialiste ne paraît jamais chercher, comme un esprit honnête doit toujours faire, à se retenir lui-même, à mesurer exactement sa parole à la vérité, à peser le pour et le contre avant de juger. Au contraire, il semble grossir le mal le plus qu'il peut. Par exemple, l'expérience a prouvé que la *loi d'airain* est fausse. L'épargne n'est pas impossible à l'ouvrier, comme cette loi l'exigerait. On évalue à mille millions environ les épargnes ouvrières déposées aux caisses d'épargne. Le salaire des ouvriers des champs et des villes s'est élevé très sensiblement depuis cinquante ans; et la hausse est réelle, non pas seulement nominale, comme l'ont établi des statistiques de tout genre.

De même, s'il est vrai que le capitaliste est plus fort que l'ouvrier isolé, il est faux qu'il soit plus fort que les ouvriers associés. Les ouvriers d'une grande industrie, associés, syndiqués, par la menace de la grève, ont forcé plus d'une fois les capitalistes à capituler, et leur ont arraché les dernières concessions possibles. C'est un résultat dont nous devons nous réjouir, à tout prendre¹.

Et je ne dois pas omettre de vous dire que l'agitation socialiste en France a contribué dans une certaine mesure à ce résultat, en éveillant dans la masse ouvrière un sentiment de solidarité qui a des dangers sans doute, mais qui a un très grand prix aussi, nous le verrons plus loin, surtout si l'on pense à l'avenir.

Enfin, il est nécessaire absolument, et il est juste aussi, que le capital prélève une part sur le produit du travail auquel il a collaboré. Or, le socialiste nie la nécessité et la justice de ce prélèvement, qu'il rétablit cependant dans la société collectiviste (voir plus haut, page 15 de cet article. Prélèvements de l'État sur les produits du travail); et il en exagère énormément l'importance dans la société actuelle, par ignorance sans doute, mais par une ignorance coupable. Ce point est très important. Pour vous l'expliquer, je vous demande la permission de vous dire une idée qui m'est venue souvent à l'esprit, en lisant le compte rendu des réunions socialistes. J'imaginais que j'allais dans une de ces réunions,

1. Il n'est pas sans danger cependant. En ce moment, en France, le capital, quelque peu endolori par cette lutte si âpre, se détourne de la collaboration directe avec le travail, et cherche un emploi dans les fonds publics, dans les emprunts d'Etat de la France et de l'étranger. Il y trouve un moindre revenu, mais plus de paix et de repos. Et il en résulte un certain malaise dans l'industrie, et quelque souffrance dans la classe ouvrière. Commencez-vous à entrevoir la délicatesse et la complexité du mécanisme social?

à propos des grèves de mineurs, par exemple, et que je demandais à l'orateur :

« Vous réclamez la confiscation des capitaux de tous les actionnaires ? Juste ou non, admettons-la. Qu'en ferez-vous ? Vous distribuerez le dividende aux ouvriers, et vous leur promettrez, à partir de ce moment, plus de loisir, plus d'aisance, plus de bonheur ? Savez-vous combien il y a de mineurs dans les charbonnages du département du Nord ? 17,000. — Savez-vous quel est leur salaire en moyenne ? 4 francs par jour. — Savez-vous quelle somme est annuellement distribuée en dividende aux actionnaires ? 2 millions 700 mille francs ¹. — Voulez-vous calculer quel supplément de salaire on donnerait aux ouvriers en leur distribuant tous les dividendes des actionnaires ? 50 centimes par jour. Ainsi, au lieu de 4 francs, l'ouvrier recevrait 4 fr. 50.

« Et maintenant, si la mine était administrée par l'État, comme vous le demandez dans votre doctrine collectiviste, pensez-vous que les surveillants-fonctionnaires ayant remplacé le patron et les capitalistes directement intéressés, il n'y aurait pas plus de coulage ? Et alors que deviendrait, au bout de quelques mois, ce petit supplément de salaire de 50 centimes ? »

Ainsi la critique des socialistes est vague et aveugle. Elle s'inspire d'un désir, d'un rêve ; elle ferme les yeux aux faits, à la réalité, à la nature des choses, qui est si souvent cruelle, mais qu'il est enfantin de nier pour cela ; à ce grand fait surtout que, dans nos pays, il y a très peu de richesses, en égard à la masse de la population ².

EXAMEN DE LA DOCTRINE COLLECTIVISTE

Essayons maintenant de considérer l'idéal collectiviste lui-même, la société collectiviste, en la supposant une fois établie ; et appliquons ici les lois de la production que nous avons reconnues au début de notre recherche.

Au point de vue économique. — Chacun, dans cette société, travaillerait par intérêt personnel, pour gagner sa subsistance. Et cela est juste et bon. Mais personne n'aurait plus d'intérêt personnel à épargner. Car on n'épargnerait guère sur des bons de consommation. Ainsi, la source de l'épargne personnelle serait tarie, c'est-à-dire une

1. C'est le chiffre pour l'année 1881.

2. On calcule par à peu près qu'il y a en France vingt mille personnes qui sont millionnaires. Si on nous distribuait leur fortune, chacun de nous aurait à peu près un capital de mille francs et un revenu annuel de quarante francs.

source indispensable du capital ¹. On travaillerait seulement le temps nécessaire pour gagner sa vie (ce qui ne veut pas dire, on va le voir, qu'on travaillerait moins qu'aujourd'hui). On ne se priverait pas de jouir *immédiatement*. On ne ferait plus d'effort sur soi-même. On ne s'ingénierait plus pour trouver un perfectionnement lucratif, un art nouveau, un moyen nouveau de production. Mais alors les capitaux diminueraient rapidement. Dans la grande industrie, le capital se consomme avec une rapidité dont on ne se fait pas une idée. Ainsi, les capitaux recueillis par la confiscation, à la naissance de la société nouvelle, se dissiperaient en quelques jours. La société tomberait dans une misère profonde, où la seule consolation serait l'égalité des souffrances, les mêmes pour tous (sauf peut-être pour les administrateurs de la société). Or, en même temps, les parents, déchargés du soin de leurs enfants, multiplieraient les naissances au hasard, et le nombre des bouches à nourrir s'accroîtrait à mesure que les bras deviendraient plus languissants, les désirs plus débridés, les cerveaux moins inventifs. Le poète peut se plaire à imaginer que l'établissement d'un État collectiviste serait le creuset de douleur où l'humanité vieillie se retremperait, et d'où elle sortirait épurée par la pauvreté et la souffrance, prête à entreprendre de nouvelles destinées. Mais le bon citoyen ne sait pas se consoler ainsi : il chasse virilement, comme on repousse un cauchemar, ces sombres images.

Au point de vue politique. — Si la société collectiviste n'est pas viable économiquement, politiquement pourrait-elle subsister ? Ici, le gouvernement ne serait plus en effet, comme disent les socialistes, un « gouvernement bourgeois ». Il aurait autre chose à faire que d'appliquer les lois. Il aurait à diriger, dans le dernier détail, la vie matérielle, la vie économique de tous les citoyens. Les gouvernants, quel que fût leur nom, délégués, surveillants, auraient entre les mains, littéralement, tous les capitaux du pays, toutes les richesses. En face d'eux, il n'y aurait que la masse confuse des prolétaires ; et eux, ils disposeraient de tout. Oui, ces quelques hommes seraient investis de la puissance socialement la plus grande, la plus irrésistible, la toute-puissance économique. Je lis ces lignes, dans un livre récent de M. Lafargue (le socialiste français, gendre de Karl Marx), sur l'origine et l'évolution de la propriété : « Dans la Chambre et le Sénat, financiers, députés et sénateurs s'entendent comme larrons en foire pour mettre au pillage les caisses de

1. Cette source du capital est considérable. Il y a, à l'heure actuelle, dans les Caisses d'épargne, un capital de quatre milliards, quatre mille millions, créé par la petite épargne. Sur le capital emprunté par l'État (le capital des rentes 3 0/0, 3 0/0 amortissable, 3 1/2 0/0), et qui s'élève environ à vingt-cinq mille millions, une grande partie a été fournie encore par la petite épargne.

l'Etat. Ces accusations sont répétées tous les jours, en termes plus violents encore, par tous les journaux du parti. Or, les députés et les sénateurs administrent un budget de trois milliards et demi. Les socialistes ont-ils une seule raison pour espérer que la tentation serait moins forte, si les gouvernants administraient toute la richesse, absolument toute la richesse du pays, vingt-cinq milliards environ ? Ils seraient les patrons, les banquiers, les capitalistes à la fois, en même temps que les maîtres de la force publique. S'il n'est pas possible d'espérer que les gouvernants de cette société seraient des anges, on est bien forcé de conclure qu'ils deviendraient des monstres. Ici encore, à mesure que nous y pensons, nous sentons renaître l'obsession d'un cauchemar.

Au point de vue social. — Enfin, au point de vue social, l'énergie individuelle, qui est l'essence même de la vie, se dissoudrait graduellement. La propriété individuelle est la garantie, et comme le corps de la liberté. Trop d'hommes dans notre société sont des prolétaires. Trop d'hommes sont privés de la *garantie* de la propriété. C'est là un mal social. Or, dans la société collectiviste, tous les hommes seraient dépouillés de cette garantie. Tous les hommes seraient déchargés du désir d'acquiescer et d'épargner, du soin de prévoir et de pourvoir. En échange de leur initiative, on leur promet un peu plus de bien-être. Mais il en est ici comme dans la vie morale : ceux qui sacrifient les vrais biens de l'âme à leur rêve de bonheur sont assurés de perdre tout bonheur. Au bout des doctrines du plaisir, il n'y a que le désespoir. Les lois sociales sont aussi inexorables. Le peuple qui renonce à la liberté avec ses risques et ses souffrances pour obtenir le bien-être, ne tardera pas à reconnaître qu'il a laissé tarir la source même du bien-être, qui est dans une mâle activité.

Au point de vue moral. — Nous voici ramenés au *principe* même de la doctrine, à l'idée qui inspire le rêve socialiste, l'idée de l'égalité dans les jouissances de la vie. Considérons-la un moment ; nous comprendrons d'où découlent tant de sombres conséquences : c'est que le principe est gâté, c'est un principe matérialiste. Non ! le but de la vie n'est pas de jouir, et le but de la société n'est pas de maintenir par la force l'égalité dans la jouissance du patrimoine commun. Le vrai sens de la vie est l'effort, l'effort sur soi-même et contre la nature pour *s'élever* le plus possible ; et le but de la société est d'assurer par un concours suffisant de tous le déploiement de toutes les énergies humaines. Le bien social n'est donc pas dans l'égalité, mais dans la diversité, au contraire, et dans l'effort libre, nécessairement inégal, pour un développement plus grand. Dans la mer montante, il faut à chaque instant qu'une vague, portée par les autres vagues, aille plus loin que toutes les autres. Voilà l'image de l'humanité.

VI. — Le parti socialiste.

LES PARTIS POLITIQUES EN GÉNÉRAL

La critique et la doctrine socialistes sont propagées dans le milieu ouvrier avec une grande ardeur par des hommes qui forment un parti politique.

Les partis politiques sont nécessaires à la vie des pays libres. Mais tous les partis politiques peuvent être jugés avec quelque sévérité par le moraliste, à cause des compromissions et des mensonges qu'entraîne presque nécessairement l'action publique. Pour emprunter à M. Renan une parole que je modifie un peu, je dirai : « La vie publique des hommes est forte, mais impure. » Et c'est la grande raison pour laquelle nous autres, professeurs, nous ne devons pas entrer dans les luttes politiques. Nous y perdrons *l'innocence* de notre cœur, si indispensable pour notre œuvre d'éducation. Nous les suivons seulement de loin, avec souci, avec inquiétude, en considération des grands intérêts qui y sont engagés.

LE PARTI SOCIALISTE

Le parti socialiste a sans doute aussi quelque raison d'être. Il oblige les pouvoirs publics, si surchargés, et qui courent nécessairement au plus pressé, à s'occuper des intérêts ouvriers ; et dans la masse ouvrière elle-même, il est un ferment. Mais le ferment est redoutable.

D'abord, c'est un parti révolutionnaire. Il attend le triomphe de ses idées, non pas de la persuasion, non pas de la prépondérance du nombre, non pas du suffrage universel¹, mais d'une révolution violente. Il est révolutionnaire en fait, dans ses mœurs, dans sa propagande. Il menace l'ordre public sans cesse. Il essaie de le troubler autant qu'il le peut. Il gêne, autant qu'il le peut, l'action gouvernementale. Il jette la déconsidération sur les gouvernants, auxquels il faudrait au contraire que nous fussions reconnaissants, comme aux hommes qui remplissent un grand devoir nécessaire, plus lourd qu'aucun de ceux que nous remplissons.

Et il est révolutionnaire théoriquement. Il essaie de démontrer

¹ « Le nombre ne suffit pas pour dispenser de l'emploi de la force. » « Le suffrage universel est une arme de papier... Il voile, au bénéfice de la bourgeoisie, la véritable lutte à entreprendre. On amuse le peuple avec les fadaises politiques, etc... » (*Le Capital*, de Karl Marx, accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique, par Gabriel Deville.)

que toutes les transformations sociales se sont faites par la force. Il essaie de démontrer « l'impuissance de toutes les méthodes pacifiques »¹. Enfin, pour souffler à l'esprit indolent de la foule l'ardeur révolutionnaire, il se laisse entraîner à employer un langage violent, grossier, menaçant, où tous les ressorts de la colère sont tendus, où toutes les brutalités de la parole retentissent. C'est le régime de l'absinthe pour les âmes.

En second lieu, le parti socialiste est matérialiste. La plupart de ses chefs, de ses maîtres sont des esprits durs, violents, matériels². Ils méprisent les idées, même l'idée du droit et de la justice, cette idée qui précisément nous rend chers les intérêts des travailleurs, dont ils croient servir la cause. Il faut entendre ces dures sentences : « Quelle que puisse être la valeur subjective de la morale, du progrès et autres grands principes mirobolants, cette belle philosophie n'influe pas sur les fluctuations des sociétés humaines; elle est par elle-même impuissante à assurer le moindre changement... Ce n'est pas en parlant au nom du droit qu'on pourrait éviter de recourir à la force »³.

De même, ils condamnent la famille pour des raisons économiques, parce que la famille ne va pas sans la propriété personnelle et sans l'héritage, mais ils se plaisent à y flétrir un état moral supérieur, fait de pudeur et de contrainte. Je cite encore : « Le mode de propriété transformé, le mariage perd sa raison d'être; et librement alors, sans crainte de mésestime, filles et garçons pourront écouter leur nature, satisfaire leurs besoins amoureux... »⁴ C'est une chose singulière de

1. C'est le titre d'un chapitre entier du livre précité de M. Deville. Et dans le chapitre suivant, on lit : « Qu'on le déplore ou non, la force est le seul moyen de procéder à la révolution économique de la société.... » « Accorder des réformes, c'est nous jeter des armes, c'est nous rendre plus forts contre nos adversaires devenant plus faibles... L'appétit vient en mangeant. Plus on obtient, et plus on exige... » Ce livre n'est pas un pamphlet, c'est un livre théorique, d'une lecture assez difficile.

2. Je voudrais faire une exception pour M. Jaurès, parce qu'il est, dans une certaine mesure, un philosophe, et un idéaliste, et qu'il a le sentiment des choses morales. Il a essayé plusieurs fois de réagir contre le matérialisme du milieu où il a pris place; mais il y est captif.

3. Dans le même ouvrage, en parlant d'un socialiste *possibiliste*, c'est-à-dire un peu moins révolutionnaire que les purs marxistes, M. Deville écrit : « L'un d'entre eux, le plus répugnant d'une clique où ils le sont tous, celui dans le service duquel rentre la falsification des textes, a affirmé que la théorie de Marx découlait de « l'idée du juste », du « droit absolu » quand, plus que tout autre, Marx a combattu ce qu'il a appelé « l'illusion juridique ».

4. Je suis obligé, par respect pour vous, de couper la citation, si instructive qu'elle soit. M. Lafargue développait récemment les mêmes idées dans une conférence, au quartier latin.

voir comment dans des esprits, il est vrai, relativement simples, le principe matérialiste donne aussitôt toutes ses conséquences. Bien entendu, ils parlent des croyances religieuses avec plus de fureur encore que des sentiments moraux.

Il me paraît donc que le parti socialiste a une action mauvaise dans le pays; et cette action est redoutable, parce qu'elle s'étend de jour en jour. A quel moment s'arrêtera-t-elle? Jusqu'où pourra-t-elle pénétrer? Je ne saurais le dire. Ce qui me paraît le plus probable, au moins pour l'avenir le plus prochain, c'est que si elle s'étend beaucoup encore, elle jettera notre pays dans une réaction politique violente et fera passer le pouvoir entre les mains des anciens conservateurs et du clergé.

VII. — Un dernier mot sur le socialisme collectiviste.

La doctrine socialiste en elle-même pourrait être dégagée de ces opinions extrêmes, il n'est que juste de le dire en terminant. Théoriquement, elle n'implique ni la négation de la religion, ni la négation de la morale, ni peut-être même, à la rigueur, la suppression de la famille quoique le principe collectiviste répugne beaucoup à la constitution des familles. Si l'on essaie de prévoir l'avenir, il paraît tout à fait impossible que le collectivisme parvienne à s'établir, même après une révolution violente (comme il est impossible, nous l'avons vu, qu'il puisse durer); mais il n'est pas impossible que quelqu'une des solutions partielles qu'il recommande, n'entre — plus ou moins heureusement — dans l'application. Par exemple, les chemins de fer, les mines pourraient être un jour administrés par l'État, ce que nous ne souhaitons nullement (voir ci-dessous); des banques d'État pourraient un jour régulariser l'épargne et fournir le capital à des conditions nouvelles aux travailleurs¹... etc., etc. Nous ne voulons pas fermer l'avenir devant nous, tant s'en faut; mais nous voulons conclure, contre le socialisme de ce temps, qu'il y a deux acquisitions définitives de la civilisation qu'il ne faut pas laisser remettre en question, la famille et la propriété individuelle; la famille, nécessaire pour l'éducation des enfants, pour la transmission aux générations naissantes du capital *moral* qui est la civilisation elle-même, et la propriété individuelle, nécessaire à la fois pour assurer la liberté individuelle et pour constituer le foyer domestique.

1. Cela commence avec les caisses d'épargne. (Loi de 1898.)

VIII. — Retour à la question sociale.

Et maintenant, la question sociale restera-t-elle sans réponse? *N'y a-t-il rien à faire?* Les causes que nous avons énumérées, causes économiques, politiques, morales, continuant à agir pour troubler la paix sociale, *ne peut-on rien pour les enrayer?* Il y a beaucoup de mécontentement, beaucoup d'envie, si l'on veut, au fond des cœurs des travailleurs, en même temps que dans leurs esprits l'idée est entrée que l'ordre social n'est pas immuable, et que leur sort peut changer. N'y a-t-il que la force pour les contenir?

Certes notre état social est réellement imparfait. Il y a vraiment une distribution bien inégale des richesses; il y a des moyens de faire de grandes fortunes — par la spéculation financière — que la raison a de la peine à approuver; il y a une sorte d'injustice dans une très grande inégalité des conditions à la naissance des enfants: toutes ces difficultés que nous avons rencontrées au début de nos réflexions subsistent. Qu'en penserons-nous? Comment améliorer l'état social? Dans quel sens pouvons-nous concevoir que le progrès *devrait se faire*? Vers quel idéal tournerons-nous nos regards et nos vœux?

Vous le voyez, un nouveau sujet de réflexion se présente, plus vaste encore, presque infini. Et, cependant, j'ai pris en quelque sorte l'engagement de m'y appliquer un moment avec vous. Du moins commençons, comme le veut le philosophe, par un doute méthodique, par un retour sur la faiblesse de notre jugement. Les grands phénomènes de la société sont si vastes, nous y sommes tellement enveloppés, perdus, roulés, comme le naufragé par les flots de l'Océan, que nous ne pouvons pas espérer de les comprendre entièrement, ni de prévoir leur marche future. Nous pouvons, avec beaucoup d'application, juger et et comme jauger l'idéal que des individus comme nous, nos contemporains, nous proposent d'accepter, l'idéal collectiviste, par exemple; mais ce que deviendra en *réalité* la société elle-même, nous ne prétendons pas le prédire. Cela dit, pour nous enhardir un peu, nous ferons connaître, à notre tour, quel est notre idéal.

IX. — Solution de la question sociale.

NOTRE IDÉAL SOCIAL

1^o Commençons par marquer le but : *la propriété individuelle (et familiale) le plus répandue, le mieux divisée possible*. Chacun vivant en famille, chez lui, dans son *home*¹, travaillant pour vivre, qui de la

1. Hélas! le mot est étranger!

main, qui du cerveau, avec quelque facilité d'économiser pour les mauvais jours, libre de disposer de son épargne en faveur de ses enfants, de ses amis, voire d'une institution utile à tous, si des facultés plus heureuses lui ont permis d'étendre, avec le champ de son action, la fortune amassée; une certaine médiocrité assez générale des conditions, une certaine modération dans le désir de la richesse, une certaine lenteur dans l'accroissement de la fortune publique : voilà la société selon notre cœur ¹.

LA PETITE PROPRIÉTÉ

2^o En vue de cet idéal, nous aimons la petite propriété; nous nous réjouissons de voir le petit cultivateur penché sur sa charrue, l'artisan dans son petit atelier, le petit commerçant dans sa boutique. Les socialistes condamnent la petite propriété comme une institution rétrograde ². Ils s'allient (cela arrive) avec les économistes pour démontrer qu'elle retarde le progrès de la production. Et il est vrai que l'évolution économique se fait dans le sens de la concentration de la propriété, et que « la grande appropriation collective succède progressivement à la petite appropriation privée » (exemple : la grande industrie, les grands magasins, les grandes exploitations agricoles). Là, comme ailleurs, la concurrence agit sans cesse au profit des grands capitaux. Il est possible aussi que le machinisme fasse encore des progrès, dont l'effet sera d'accroître encore la division du travail et la concentration des capitaux, c'est-à-dire de porter de nouveaux coups à la petite propriété. Cependant, nul ne sait quel sera l'avenir ³, nous le disions tout à l'heure. Nous désirons, en attendant, que des mesures violentes (comme serait la nationalisation du sol) ne hâtent pas la disparition de la petite propriété; et pour la conserver, comme un état social bien supérieur moralement, nous nous résignerions à sacrifier un peu de richesses, à voir se ralentir un peu le développement de la puissance productive.

1. C'est déjà l'idéal des sages grecs (Aristote).

2. « La petite propriété rurale, si vantée et si peu rémunératrice, est vouée à la disparition; mais sa fin irrémédiable sera d'autant moins ruineuse pour les intérêts directs et pour la nation qu'on prévendra plus tôt ce qui ne saurait être esquivé. » (Dewille, ouvrage cité.)

3. La machine à vapeur a beaucoup fait pour centraliser le travail industriel. Une nouvelle découverte scientifique pourrait le décentraliser; l'électricité distribuera peut-être prochainement la force à domicile.

LA CONDITION DES OUVRIERS DE LA GRANDE INDUSTRIE

Pour les ouvriers de la grande industrie, nous désirons encore qu'ils deviennent un jour des propriétaires. Nous sommes incorrigible, on le voit. Nous voudrions d'abord qu'ils eussent chacun leur petite maison, avec un bout de jardin, et à l'intérieur, une bonne ménagère, qui ne serait plus une ouvrière de l'usine. C'est un rêve sans doute. Mais le collectivisme aussi est un rêve. Et le nôtre nous paraît moins irréalisable. En ce moment, de braves gens, des patrons, des capitalistes, travaillent à en faire une réalité, en construisant des maisons ouvrières, dont le loyer est calculé de manière qu'au bout d'un certain temps, le locataire se trouve propriétaire de sa maison.

Nous souhaitons ensuite que les ouvriers deviennent collectivement les propriétaires de l'usine, du grand atelier, de la mine où ils travaillent ensemble, voire du sol, dans l'exploitation agricole. Et cela est précisément le contraire du collectivisme. Nous ne voulons pas que le sol soit à la nation, ni la mine à l'État, précisément parce que *l'idéal est*, pour nous, *dans le sol aux laboureurs et la mine aux mineurs*. Cette fois, c'est bien un rêve? et peut-être même une révolution? Non, encore! Une révolution n'y servirait de rien; car ce ne peut être que le terme d'une évolution pacifique. Les mineurs ne pourront avoir la mine à eux, les ouvriers ne pourront diriger eux-mêmes leur industrie, que lorsqu'ils seront suffisamment éclairés, suffisamment disciplinés, suffisamment maîtres d'eux-mêmes, c'est-à-dire lorsqu'ils auront, sous la pression des faits, et avec l'aide des hommes les meilleurs, accompli un progrès moral et intellectuel assez considérable.

Et ce n'est pas un pur rêve. Car déjà, dans quelques industries, les patrons ont commencé à associer les ouvriers à la direction; et dans un nombre un peu plus grand, ils les ont associés aux bénéfices. La participation aux bénéfices, à la direction surtout, est une étape qui conduira aux *sociétés coopératives de production*.

Certes, les ouvriers ne seront pas alors plus riches; ils n'auront pas plus de bien-être, au contraire (et nous l'avons montré plus haut), lorsque leur salaire aura fait place à un bénéfice proportionnel, plus aléatoire.

Mais ils travailleront pour eux, pour l'association, et non pour un patron. Ils ne loueront plus leurs bras à un étranger. Ils seront les propriétaires de leur atelier de travail, de leurs machines, les maîtres des produits de leur travail. Ils jouiront d'une condition plus noble, plus libre. Ils auront plus de dignité, plus de moralité et, par conséquent, plus de bonheur.

LE RÔLE DE L'ÉTAT

Au cours de cette transformation qui sera lente, sans doute, que peut faire l'État pour améliorer la condition des ouvriers, non pour terminer, mais pour apaiser les luttes sociales? Nous ne souhaitons nullement — cela ressort assez clairement de tout ce qui précède — qu'il se substitue aux individus, et aux libres associations d'individus, qu'il entreprenne de remplir les fonctions de patron, de chef d'industrie. Mais il ne laisse pas d'avoir une très grande œuvre à faire, à faire progressivement.

1^o D'abord, il peut développer toutes les institutions d'assistance publique, commencer à fonder des caisses d'assurance pour la vieillesse, contre les accidents, contre le chômage, dans la mesure, malheureusement bien faible aujourd'hui, que permettent les ressources d'un budget épuisé par le militarisme¹.

2^o Il pourra peut-être un jour, par le crédit, venir en aide aux sociétés ouvrières de production, à mesure que les résultats justifieront son appui. Ce n'est d'ailleurs qu'une espérance que nous exprimons ici.

3^o Il peut, dès maintenant, par une meilleure répartition de l'impôt, agir dans le sens d'une moindre inégalité des fortunes. Par exemple, il est désirable qu'il exempte de toute taxe la consommation des objets de première nécessité, et qu'il frappe les consommations de luxe. Il est désirable qu'il puisse atteindre tous les revenus, et demander aux plus riches une contribution mieux proportionnée à leurs ressources. Enfin, par l'impôt sur les successions, à ce moment où la fortune se transmet de la main mourante qui l'avait amassée à d'autres mains, il dépend de lui de ménager infiniment les petits héritages et de prélever une part plus considérable sur les plus grosses successions...

Ces indications suffisent à vous donner l'idée d'une œuvre de justice sociale, qui peut paraître modeste, mais qui me semble assez lourde et assez vaste pour bien des législatures. Souhaitons que les électeurs demandent à leurs élus des réformes de ce genre, et non de plus bruyantes promesses.

Il nous semble, d'ailleurs, qu'elles ne dépassent point les droits les plus incontestables de l'État.

Voici les deux principes de *morale économique* que je vous

1. Il en est ainsi pour tous les pays d'Europe. Pendant ce temps, les États-Unis d'Amérique, déchargés de ce poids énorme, prennent l'avance. L'Europe sera bientôt forcée d'y pourvoir.

recommande en terminant. Peut-être pourraient-ils être, dans les obscurités si troublantes de ces difficiles questions, comme deux colonnes de lumière qui nous serviraient à apprécier et à imaginer la marche des choses.

1^o Dans toute richesse privée, il y a une part qui est d'origine sociale, et que la société a le *droit* de revendiquer. Mais l'État ne *doit* pas la revendiquer (par l'impôt) pour restreindre ou supprimer à la longue la propriété individuelle, mais, au contraire, pour la mieux aménager. Car il est juste et désirable que la propriété prenne, autant que possible, la forme de la propriété individuelle;

2^o Le travailleur n'est pas seulement un facteur économique qui doit être abandonné au jeu des lois économiques; il est un homme, un citoyen, un membre de la Cité, un être moral. La force de ses bras n'est pas seulement une *utilité* échangeable selon la loi de l'offre et de la demande; son travail n'est pas seulement une marchandise. Outre la protection qu'il doit à tous, l'État lui doit, en certains cas, une assistance matérielle (il faut ajouter toujours, hélas! dans la mesure où le permet la fortune publique); et le patron lui doit, outre le salaire convenu, une aide morale, et même l'initiation, autant que possible, au travail supérieur de la direction.

Nous le voyons à la fin, les lois économiques, la loi de l'offre et de la demande, la loi de la concurrence, ne sont pas, à proprement parler, des *lois naturelles*, des lois physiques. Elles ont leur origine dans notre cœur. Elles se laissent tourner¹, et les effets peuvent en être mitigés, si des sentiments de justice et de fraternité tempèrent, adoucissent notre désir égoïste de la richesse.

LA SOCIÉTÉ ACTUELLE EST-ELLE EN MARCHÉ VERS NOTRE IDÉAL?

Cette société plus fraternelle et plus spirituelle que nous entre-voyons, où, pour tout dire, l'argent tiendrait moins de place qu'aujourd'hui, y a-t-il quelque raison d'espérer qu'elle *devienne* un jour la société réelle, une autre raison que celle-ci, c'est qu'elle plait à notre raison?

Certains faits nous le font espérer. Il nous semble que, depuis cinquante ans, depuis 1830 environ, l'idée de la justice sociale est entrée dans la conscience publique, plus et autrement qu'elle n'avait jamais fait, et qu'elle l'a pénétrée de plus en plus. Il est juste de reconnaître

1. Mais nous ne disons pas qu'elles peuvent être supprimées, parce que le cœur humain a aussi sa *nature*, que nous pouvons l'améliorer, le corriger, mais non le changer.

que le socialisme de ce siècle, avec ses premiers docteurs surtout, religieux, spiritualistes, humanitaires, y a beaucoup contribué. La conscience religieuse elle-même a fini par s'éveiller au bruit des luttes sociales; et, aujourd'hui, elle réclame pour les déshérités du sort ou de la nature, non plus l'aumône, mais la justice. Les chefs aussi de l'industrie, les patrons ont bien changé de sentiments et d'attitude. Beaucoup sentent maintenant qu'ils ont charge d'âmes.

CONDITIONS DU PROGRÈS SOCIAL

Précisément, je voudrais dire en un mot ce qu'il faut demander à chacun.

Aux patrons, aux ingénieurs, aux riches, il faut demander de prendre conscience du rôle social que chacun, individuellement, est appelé à remplir : ne plus se proposer exclusivement d'accroître ses richesses pour soi-même, pour ses jouissances personnelles, se sentir obligé à élever, à instruire ses subordonnés, commencer même à les exercer en vue de la direction future de l'entreprise.

Aux ouvriers, aux travailleurs manuels, il faut demander d'abord d'être un peu plus raisonnables, de ne plus rêver de miracles, un Paradis conquis par un coup de force, mais de compter sur eux-mêmes, sur leurs vertus¹; puis d'apprendre à s'associer en se subordonnant aux meilleurs et aux plus capables.

A tous enfin, riches et pauvres, hommes et femmes, il faut demander de détacher un peu leur cœur de la richesse, et d'aimer assez les biens de l'âme pour y trouver la joie.

Cette dernière pensée nous ramène à nous-mêmes, mes chères élèves. C'est à nous qu'il appartient de répandre le goût des choses de l'âme, d'enseigner la frugalité et la simplicité de la vie qui contente à peu de frais ses besoins. Nous travaillerons ainsi, indirectement et d'une manière lointaine, à la solution de la question sociale. Car la question sociale est — en partie — comme on l'a dit, et vous le voyez plus clairement, je l'espère, une question morale.

A. DARLU.

1. Qui guérira donc cette horrible plaie de l'alcoolisme, qui ronge tout le corps de la France, dans les campagnes comme dans les villes ?

CONFÉRENCES DE M. MAURICE BOUCHOR

A L'ÉCOLE DE FONTENAY

Il ne nous appartient pas ici d'apprécier l'œuvre nouvelle de M. Bouchor. On sait que le Recueil des chants d'école primaire qu'il a écrits sur des mélodies recueillies par M. Julien Tiersot, a été adopté par un jury composé à la fois d'artistes et d'amis de l'éducation populaire; dans quelques semaines, ce recueil sera publié et il se répandra en France. Plusieurs écoles normales auront comme nous le privilège d'entendre le poète lui-même interpréter son œuvre; c'est pour nous associer d'avance à la joie qu'elles goûteront, et pour la faire partager à celles qui n'auront pas la même fortune, que nous voudrions dire quelques mots de la visite de M. Bouchor.

C'est le jeudi 28 février que M. Bouchor nous donna sa première conférence; il nous fit connaître, ce jour-là, à peu près la moitié de son recueil : les poésies d'inspiration religieuse et patriotique. Avant de nous les faire entendre, le poète voulut définir l'esprit qui l'avait animé dans la composition de ces chants. M. Bouchor fera sûrement précéder son recueil de ce commentaire; et chacun sentira tout d'abord que la poésie est unie dans cette œuvre à une haute inspiration morale. N'insistons donc pas, mais disons combien nous avons été émues de l'entendre faire si simplement et si gravement sa profession de foi : croyance à la loi morale, loi de justice et d'amour, croyance en Dieu, à un Dieu souverainement bon, qui veille sur sa créature, au « Père » à qui s'adresse ingénument l'enfant.

Parlons de ce qui fut un véritable enchantement du cœur et de l'esprit, je veux dire des chants eux-mêmes. M. Bouchor commence par l'*Hymne aux temps futurs*, imité de Schiller, écrit sur la mélodie de Beethoven (dans la symphonie avec chœurs). Du premier coup le poète s'empare de son auditoire; la voix est grave et chaude, le regard habituellement voilé s'illumine parfois pour rendre l'énergie du sentiment, le geste est sobre, la simplicité est parfaite; nous sommes à la fois recueillies et transportées, et l'émotion de chacune de nous se multiplie par celle de toutes...

Ainsi se succèdent la *Mort du Juste*, la *Fête des Morts*, l'*Invocation aux morts pour la patrie*, les *Noëls populaires*, la *Marche des Rois*,

tandis qu'en nous murmurait tout bas, sous l'influence de la musique et de la poésie, ce qu'il y a de plus profond et de vraiment sacré dans l'âme humaine... Ensuite, ce furent de délicieuses légendes, celle de sainte Geneviève surtout. N'est-ce pas à ce moment-là que, sans le vouloir, sans le savoir, nous avons rompu avec la tradition de Fontenay qui ne permet pas les applaudissements et qui fait avec raison de l'acquiescement intérieur le meilleur et le seul signe d'approbation? Nos maîtres s'étonneraient de nous voir battre des mains quand ils nous enseignent au nom de l'austère raison ce qu'ils tiennent pour vrai; mais l'art a ses licences, sans doute, et ils nous auraient sûrement excusées de manquer cette fois à l'usage constant de l'École et de laisser éclater notre émotion.

La seconde partie de la conférence fut remplie par les chants patriotiques. Bientôt, nous l'espérons, ils voleront sur les lèvres des écoliers français. Il faut marquer ici les chansons de nos provinces : le chant breton, le chant des Pyrénées, des Alpes, de la Provence, de la Flandre, de l'Alsace! le *Chant du glaive*, la *Chanson de Roland*, les *Vaillants du temps jadis*, la *Chanson du Vengeur*, et enfin celle du *Soldat français*.

Nous priâmes M. Bouchor de nous laisser ce dernier chant, ainsi que le premier, l'*Hymne aux temps futurs*, pour avoir le plaisir de les lui dire nous-mêmes le jeudi suivant. Ce fut le 7 mars. La première partie de cette conférence devait être consacrée aux chants d'inspiration proprement morale : sentiments de famille, de fraternité sociale, de charité, amour du travail sous ses formes les plus rudes et les plus saines en même temps, le *Chant du labour*, celui du *Pêcheur*. Si quelque-une de nous, encore sous l'impression de la première visite de M. Bouchor, craignit de ne plus retrouver autant de joie, elle fut bientôt rassurée. Le *Chant de l'amour filial*, où le poète se contente de peindre l'amour des parents et surtout celui de la mère, remplit nos yeux de larmes d'attendrissement ou de regrets, hélas! L'émotion, naturellement plus contenue, qu'excita le *Chant des Fiancés* (duo de Mireille) ne fut guère moins vive.

C'est par les chants purement poétiques que M. Bouchor termina cette dernière conférence. Il nous les présenta ainsi :

« En dehors de toute préoccupation morale proprement dite, je crois excellent d'éveiller chez les enfants le sens de la poésie. Ce n'est pas seulement à cause du très vif plaisir intellectuel qui en résultera pour eux; c'est aussi pour une action profonde qui s'exercera sur leur âme tout entière.

« Je pense que dans une œuvre vraiment poétique — poétique et rien de plus, pourvu qu'elle ne blesse en rien la morale — il y a tou-

jours une vertu éducatrice. Elle développe la sensibilité, l'affine, l'enrichit. Or, si la sensibilité n'est pas l'instrument de notre vie morale, elle en est du moins la matière. Notre volonté agit sur nos sentiments, ils doivent rester toujours sous le contrôle de la raison; mais il importe qu'ils soient forts, profonds, délicats, nuancés, sans quoi notre vie morale sera elle-même dure et pauvre, fût-elle strictement irréprochable. »

Le fait est que ces chants simplement gracieux ou gais, comme la *Fête du village*, la *Saint-Jean*, la *Ronde des vendanges*, etc., en réveillant en nous les souvenirs de notre enfance et de nos joies les plus naïves, furent applaudis de tout cœur. Le poète avait devant lui un auditoire tout dévoué à sa cause qui, à vrai dire, est depuis longtemps la nôtre; il pouvait donc lui parler ainsi :

« Mesdemoiselles, me voici à la fin de ma tâche, plus ému que je ne puis dire par la bienveillance avec laquelle vous m'avez écouté, et par la gracieuse pensée que vous avez eue de me faire entendre, avec un de vos chants habituels, deux de ces chants nouveaux que j'ai entrepris de vous faire connaître. C'est là un commencement de collaboration qui m'est précieux, et dont j'ose tirer un augure très heureux pour la destinée de mon petit livre. Je vous en ai parlé en toute simplicité, sans formules de modestie. C'est qu'en réalité l'œuvre à laquelle je désirais vous intéresser est une œuvre collective; et, si elle mérite de vivre, c'est pour cela. Avant que j'eusse à m'en occuper, elle avait été mûrement préparée par des personnes de haute compétence. Je n'ai fait que suivre de mon mieux la direction indiquée par elles, en interprétant selon mon cœur des mélodies riches de sens, où quelque chose de l'âme populaire était contenu. Maintenant, l'œuvre étant ou paraissant achevée, il faut qu'un nouveau travail commence, dont le caractère collectif sera plus frappant encore. Si je n'ai pas d'auxiliaires dévoués, l'œuvre restera lettre morte. Pour qu'elle agisse sur la masse de notre peuple, y faisant pénétrer un peu de foi, d'idéal, de tendresse, de courage et de bon vouloir, il faut qu'elle passe de mes mains dans les vôtres, à vous qui allez former tant de jeunes esprits et de jeunes cœurs par l'intermédiaire de celles que vous aurez à instruire ou à diriger. Dégager de ces petits poèmes l'émotion, la vie, l'âme que vous y aurez sentie, et la communiquer à d'autres, à beaucoup d'autres, ce sera faire œuvre de création autant et plus que le poète. Je sais, mesdemoiselles, que personne en France n'est aussi bien préparé que vous pour cela. C'est donc avec une confiance déjà pleine de gratitude que je remets entre vos mains cette œuvre de tradition et d'espérance, afin que vous-mêmes, si vous le jugez bon, vous en fassiez une chose qui vive dans le cœur de notre peuple. »

C'était fini. M. Maurice Bouchor nous avait dit adieu ; il nous restait à lui dire merci. M. l'Inspecteur voulut bien le faire pour nous, et aussi ému qu'aucune d'entre nous, il exprima dans ces derniers mots ce que nous avons éprouvé dans ces deux conférences qui resteront l'un des meilleurs souvenirs de l'École de Fontenay :

« A mon tour, laissez-moi, monsieur, vous remercier, au nom de ces demoiselles, des heures de joie simple, grave et féconde, que vous leur avez procurées. En écoutant vos chants, elles ont compris ce que tant de gens ignorent, ce que nous ne savons jamais assez nous-mêmes, combien est riche l'âme humaine, combien est étendue la gamme des sentiments qu'elle peut rendre, quand un artiste, qui est en même temps un moraliste, en fait résonner les cordes. Et en écoutant vos commentaires, elles n'ont pas eu de peine à se convaincre, ce qu'elles savaient déjà sans doute, mais que l'on a toujours besoin d'apprendre, c'est que la vraie poésie est pleine de morale, et que la plus haute morale est pleine de poésie. Si un jour, comme vous le souhaitez, elles apportent, elles aussi, aux jeunes institutrices du peuple, leurs élèves, un peu de cette joie à la fois poétique et morale que vous leur avez fait goûter, elles sauront, n'en doutez pas, rappeler le nom de celui qui leur a donné à la fois le conseil et l'exemple. »

Mars 1895.

UNE VISITE A BRUGES

C'était le treize juillet, à l'École normale d'institutrices de X... ; les élèves, parties la veille au soir, — on profitait du jour de congé octroyé par le nouveau président de la République, — avaient laissé la maison silencieuse et triste ; le personnel, une dizaine de jeunes femmes représentant presque toutes les régions de la France, prenaient leur repas avec la directrice. Le dîner était très calme, même un peu mélancolique ; la pensée de chacune se reportait vers la famille absente dont le souvenir avait été ravivé par le brusque départ des élèves qui allaient embrasser leurs parents. Au milieu de la tranquillité générale, la directrice de l'École annexe dit tout à coup : « Si nous profitons de ce congé inattendu pour faire ensemble une excursion ? » Cette proposition, vite acceptée, anima toutes les maitresses ; on se mit à délibérer sur le choix de l'excursion, chacune exposant ses préférences, celle-ci proposant Dunkerque et la mer du Nord, celle-là Paris ou Anvers, une autre Bruges et Ostende. Ces dernières villes ayant rallié le plus grand nombre de suffrages, on hâta les préparatifs, et à 2 h. 30 on prenait le train pour la Belgique.

La première partie du voyage se passa sans incidents ; l'une de ces dames, personne fort sage, qui ne dépense point vainement son activité, déclara qu'elle fermerait les yeux jusqu'à la frontière, la vue des moulins à vent n'étant propre qu'à lui donner la migraine. Cette boutade à l'adresse du paysage excita la gaieté générale : on a beau rendre justice aux campagnes des environs de Lille, s'efforcer de comprendre le poète local qui a chanté les plaines de cette région, on ne peut, si on n'est attaché au sol par les liens de l'accoutumance, trouver beaucoup de poésie dans la contemplation des cheminées d'usine qui lancent à jet continu des torrents de fumée noire, ni dans la succession monotone des moulins à vent et des champs de betterave. Et que dire de la mauvaise humeur des Méridionales, à qui ces plates campagnes et ce ciel gris et lourd font regretter les collines ensoleillées et la lumière éclatante de leur pays ? On convint que jusqu'à Menin (en flamand Meenen) on ne regarderait plus à la portière ; mais, à partir de cette ville le paysage change, la vue des grasses et vastes campagnes de Flandre ne manque ni d'intérêt ni même de charme, et puis, à chaque station le train emmenait des Flamands. De longtemps nous n'oublierons l'impression vive ressentie à la petite gare de Meenen : il y avait là une centaine de personnes

environ, hommes, femmes, enfants, qui, après avoir subi les formalités de la douane, attendaient le train; de cette foule humaine ne sortait ni un cri, ni un éclat de rire, ni une exclamation, ni une parole oiseuse; les Flamands prennent la vie sérieusement, ils connaissent le prix du temps et des mots et ne conçoivent guère qu'on puisse causer uniquement pour se distraire ou pour jouir de ses paroles: à leur physionomie grave et légèrement apathique, à leurs gestes lents et un peu lourds, à leurs yeux bleu terne, mais qui s'animent parfois d'un vif éclair, on voit qu'ils sont d'une autre race que nous, et on devine que s'il leur manque peut-être la finesse, la délicatesse, ils ont l'énergie et la persévérance. D'ailleurs, dès qu'on leur parle, on est frappé de leur esprit pratique, de leur amour du négoce et de leur politesse engageante, communicative bien qu'un peu gauche dans la forme, très voisine de ce que nous appelons en France *l'entregent*: ce sont bien les descendants de ces hommes des Pays-Bas qui furent au moyen âge les premiers commerçants du monde et donnèrent à Gand, à Anvers, à Malines une prospérité extraordinaire. A les écouter causer, le temps s'écoule rapidement, et quand nous arrivons à Bruges, il nous semble qu'une heure à peine s'est écoulée depuis notre départ de l'École. La gare nous étonne et excite notre admiration: c'est un édifice gothique, construit mi-partie en pierres et mi-partie en briques, très élégant, confortable et d'une exquise propreté: le parquet d'attente des salles (*wachtzal*), de la grande salle des pas perdus et des salles affectées au service intérieur est soigneusement lavé; les poignées des portes, en cuivre fabriqué à Bruges, brillent comme l'or et l'on chercherait vainement les traces de pas et de la poussière de houille qui, dans les pays du Nord, s'infiltre partout; c'est à croire qu'une main invisible enlève les taches et les souillures à mesure qu'elles se produisent.

A l'hôtel où nous descendons¹, même propreté, même confort, même tranquillité; le garçon (le *kelner*), un peu effaré de voir arriver tant de dames après l'heure de la table d'hôte, s'excuse de n'avoir pas tout prêt ce qu'il suppose nous devoir être agréable: « Il n'y a pas de potage, savez-vous! » Ce « savez-vous » qui revient ici à chaque instant, prononcé avec l'accent de la plus grande confusion, a un goût de terroir qui excite la belle humeur. Nous rassurons ce brave garçon et nous expédions joyeusement le repas, car la fatigue se fait sentir et nous désirons être en pleine possession de nos forces pour visiter le lendemain les merveilles de Bruges. Au bout d'un instant, le *kelner* revint armé du registre d'inscription que nous passons à notre directrice.

1. Hôtel du Comte de Flandre, tenu par A. Moreau, en face la gare.

Celle-ci nous enveloppe d'un regard bienveillant et fait suivre son nom de la mention « et famille », puis, dans la colonne des professions, écrit « professeurs ». Après avoir lu, le garçon de plus en plus effaré cherche vainement à s'expliquer comment des personnes si différentes d'âge, de taille et de visage peuvent appartenir à la même famille; il regarde surtout avec étonnement la directrice de l'école maternelle qu'il trouve bien jeune pour être munie déjà de graves diplômes et qui est très jeune en effet : mais comme les titres imposent à tout bon Flamand, il s'incline avec déférence, et c'est avec les marques d'un profond respect qu'il nous indique nos chambres et nous remet un guide de Bruges.

Le lendemain, c'est par l'église Saint-Sauveur et l'hôpital Saint-Jean que nous commençons notre visite : l'église renferme quelques-uns des chefs-d'œuvre de Van Eyck et de Pierre Pourbus ¹, et l'hôpital Saint-Jean les plus beaux tableaux de Memling. Comment dire ce que nous éprouvons en face des plus purs chefs-d'œuvre de l'art primitif flamand ! La fraîcheur éclatante, la vivacité du coloris frappe d'abord : le rouge écarlate, le rouge ponceau, le rouge orange, tous les tons de rouge se mêlent au bleu azur, au jaune safran et à l'or étincelant des diadèmes et des longues chevelures, c'est un ruissellement de couleurs harmonieusement fondues qui donnent aux personnages toutes les apparences de la vie et qui enchantent. Il y a surtout la tunique pourpre de l'apôtre saint Jean, dans la *Descente de croix* de Memling, et le corsage de velours rouge de sainte Catherine, dans le *Mariage mystique* du même artiste, qui éblouissent : on jurerait que ces couleurs étaient encore sur la palette du peintre il y a quelques heures, et il y a quatre siècles que Memling charmait les loisirs de sa convalescence en les fixant sur la toile ! La première surprise passée, quand l'œil s'est un peu habitué à l'intensité des couleurs, on regarde ces apôtres, ces vierges, ces martyrs, — car les sujets de tous ces tableaux sont religieux, — et l'on est attiré par la douceur calme et l'impression de force qui se dégage de leur physionomie. Rien en ces personnages ne trahit l'inquiétude, l'angoisse, ni même l'effort ; leurs formes élégantes et pleines, leurs joues roses, leurs fronts nacrés et leurs opulentes chevelures révèlent une santé florissante et un admirable équilibre de toutes les facultés. Très pieux, sans doute, leur piété n'est ni ardente ni austère, encore moins mystique ; la prière s'échappe de leurs lèvres tout naturellement comme l'eau jaillit de la source, et sans doute le Dieu qu'ils servent aime les riches étoffes, les draperies somptueuses ; car tous, même les martyrs, sont entourés d'un décor luxueux. On

1. Le maître de Rubens.

saisit là sur le vif l'inspiration des peintres flamands et la foi de ce peuple qui garde de la domination espagnole l'amour des pompes, des riches ornements et y joint le goût, naturel à la race, des fleurs abondantes, des campagnes vertes et des étoffes luxueuses. L'impression de douceur et de fraîcheur inaltérable des personnages des peintres flamands est surtout sensible dans l'admirable chasse de sainte Ursule : la foule des vierges qui entourent la sainte et qui vont mourir égorgées par les soldats romains conservent leur sourire et les roses de leurs joues jusque sous l'épée des bourreaux, et leur douceur tranquille semble se refléter dans le paysage ; cette paix, répandue sur tout le tableau, est sans doute le symbole à l'aide duquel le peintre a voulu faire comprendre que la mort n'est, pour ces vierges fidèles, qu'une épreuve passagère au delà de laquelle les attend la félicité parfaite. Et la fraîcheur des arbres dont on voit — grâce à une finesse exquise des détails — les feuilles s'agiter légèrement, et la beauté tranquille du paysage, et la sérénité des compagnes de sainte Ursule, et la tranquillité même des soldats, tout donne une impression de douceur et de paix profonde qu'on ne ressent qu'à Bruges, la ville aux longs quais solitaires, la ville du silence, qui conserve pieusement ses trésors.

Est-ce à dire que les peintres flamands n'aient jamais exprimé les angoisses de la douleur ? La *Vierge aux larmes* de Van Eyck et la *Descente de croix* de Memling prouvent éloquemment le contraire. Aucun artiste, me semble-t-il, ne peut rendre un désespoir plus profond que celui qui est empreint sur la physionomie de la Vierge aux larmes : toutes les inquiétudes, toutes les douleurs, tous les déchirements se lisent sur ce visage de femme à demi enfoui sous un capuchon et comme ensevelie dans sa douleur ; la Vierge aux larmes pleure, et on a l'illusion que ses larmes ne cessent de couler. Nous nous arrêtons devant ce tableau, et le guide menace de laisser retomber le rideau de serge verte qui le garantit contre la curiosité vulgaire et ne se soulève qu'à prix d'argent¹, bien longtemps avant que nous nous lassions de le contempler. Dans la *Descente de croix* de Memling, c'est l'apôtre saint Jean qui personnifie le désespoir, il pleure son maître bien-aimé, et rien d'émouvant comme la douleur de ce Flamand robuste ; son expression navrante, désespérée, forme un si poignant contraste avec sa haute taille et son enveloppe virile qu'elle paraît d'autant plus touchante.

1. En Belgique, les tableaux les plus remarquables sont tous munis de ces petits rideaux, ils font ainsi double recette ; les Flamands sont gens pratiques !

Ces deux tableaux montrent à quel point les peintres *font ressembler* : ils ont évidemment peint les modèles qu'ils avaient sous les yeux ; la Vierge aux larmes est semblable à une pauvre femme des Flandres qui se sépare de son fils ; si vous voulez avoir une idée de cette Vierge, allez au salon carré du Louvre et regardez dans la *Mise au tombeau*, du Titien, la Vierge qui s'appuie sur Magdeleine ; chez l'une et chez l'autre, c'est la même expression de fatigue douloureuse et de désespérance : la tête se penche, le corps s'affaisse, les yeux à demi éteints ne peuvent que pleurer, pleurer sans relâche ; nulle espérance, nul sentiment de foi — chose étrange dans une peinture religieuse — ne soutient ni n'éclaire ce désespoir sombre. Cette remarque me fait penser à la différence entre la façon dont les grands maîtres italiens et les grands peintres flamands expriment le sentiment religieux : chez les premiers, — le Titien et peut-être toute l'école vénitienne exceptés, — les vierges, les christes, les enfants Jésus même (il bambino), ont une majesté inconnue des hommes, tout en eux est beau, harmonieux, divin ; chez les seconds, au contraire, les mêmes personnages sont purement humains, les enfants Dieu sont de petits Flamands blonds et roses, au regard naïf et puéril, en tout semblables à ceux que nous voyons jouer silencieusement sur le seuil des portes. Un beau *Carrache* transporté à l'église Saint-Sauveur accuse cette différence, et nous sentons vivement qu'en matière d'art tous les genres peuvent être beaux, qu'il faut se garder de l'exclusivisme et s'efforcer de comprendre le génie propre à chaque peuple.

Le caractère de *ressemblance* et de *vérité* des peintures flamandes nous frappe encore davantage quand, du haut du beffroi où nous sommes montées au sortir de l'église Saint-Sauveur, nous pouvons contempler Bruges et ses environs. La vue est très belle, et, de tous côtés, elle s'étend indéfiniment ; c'est la grande plaine, la plaine dont l'immensité fait rêver et dont l'aspect agréable réjouit l'œil : voilà ces vastes campagnes, ces champs de blé, de betterave, ces pâturages coupés seulement par la verdure plus sombre des arbres, le miroitement des rivières et des canaux et les toits rouges des maisons, les voilà telles que nous les avons admirées dans les tableaux de Van Eyck, de Pourbus, de Memling, de Van Oost, telles qu'on peut les voir au Louvre dans ceux de Terburg et de Van der Meulen. Dans le lointain, nous apercevons le phare d'Ostende qui brille au soleil et plus loin encore, en une ligne argentée, la petite plage de Blankenberg si connue des Anglais. Pendant que nous admirons ce beau spectacle et que nous nous abandonnons à nos réflexions, nous sommes rappelées à la réalité par la voix des deux cordonniers, gardiens du carillon, qui travaillent dans la tour. Ils nous abordent avec une politesse plus rustique et

intéressée que délicate, nous présentent des chaises en nous disant : « Monte la chaise pour mieux voir, veux-tu, madame ? » Nous ne « montons point la chaise », nous nous hâtons, au contraire, de redescendre, non sans avoir jeté un coup d'œil sur les quarante-huit cloches du carillon, « le plus beau de l'Europe », et de regagner l'hôtel. Si vif que soit notre désir d'arriver, nous avançons lentement ; les quatre cent six marches du beffroi commencent à se faire sentir et à ralentir la marche des plus intrépides.

Après dîner, il nous reste à visiter et le béguinage, sorte de couvent de femmes où se retirent celles qui veulent se consacrer à Dieu, et l'église Notre-Dame. C'est le béguinenhof (prononcez begaïnenhof) que nous voulons voir d'abord. Nous traversons plusieurs rues solitaires et nous y arrivons en franchissant une large porte cochère qui ferme un oratoire au mur duquel est suspendu un grand christ entouré de vases de fleurs ; nous avons alors devant nous une immense cour plantée d'arbres et divisée en innombrables pelouses vertes douces à l'œil, semblables aux pelouses des tableaux de Van Eyck et de Van Orley. Autour de ces pelouses sont disposées les demeures des béguines, petites maisons (chaque béguine vit seule ou avec sa servante) à pignon de forme espagnole, blanches et vertes, et toutes pareilles. Si l'on entre dans la ruelle qui longe quelques-unes de ces maisons, on en découvre d'autres semblables qui forment de petites rues appelées de noms de saints et saintes : c'est une vraie petite ville dans l'autre ville, mais plus calme et plus silencieuse que la première, appelée pourtant Bruges la morte. A peine entend-on, à l'heure de l'office, un faible bruit de chant et d'orgue, et le léger frôlement des pas des béguines qui glissent sur les sentiers ; nous n'avons pas cette bonne fortune, les sœurs sont chez elles et le silence devient si contagieux que nous répondons à peine et à mi-voix au petit garçon qui s'est offert pour nous conduire au béguinage. Cependant, avant de franchir de nouveau l'enceinte du begaïnenhof, nous apercevons un groupe de béguines qui sortent de la chapelle ; les unes, déjà âgées, marchent péniblement, d'autres plus jeunes les soutiennent et deux très jeunes sont en arrière ; en nous croisant elles lèvent sur nous leurs yeux clairs au regard candide, et sous les longs voiles blancs nous apercevons des visages blancs et roses qui respirent un bonheur tranquille. Comment ne seraient-elles pas heureuses d'ailleurs dans ce paisible couvent qu'elles peuvent quitter si elles le désirent, dont la règle les laisse libres de vaquer en ville à leurs petites affaires comme bon leur semble, et où l'on sert Dieu, où « l'on fait son salut » en vivant comme aiment à vivre les Flamands, largement, sans aucun souci matériel ? — Tandis que nous nous retirons, comparant *in petto* notre vie active, souvent soucieuse, à la

tranquillité douce des béguines, l'une de nous, qui connaît Bruges, nous conduit à l'église Notre-Dame.

Là, ce ne sont ni les tableaux, pourtant très beaux, des Van Oost, des Van Orley, des Seghers, qui attirent d'abord notre attention, ni le vaste jubé en marbre blanc et noir avec la grande grille qui le sépare du chœur et dont la porte en cuivre ciselé de Bruges semble de l'or massif; ce sont des merveilles de sculpture sur bois : l'un des confessionnaux, celui qui est à gauche du chœur, nous frappe surtout; il est sculpté de haut en bas, le fronton semble une vraie dentelle de bois et l'expression des deux statues qui forment les colonnes est admirable de vérité et offre un contraste saisissant : celle de droite, la statue de saint Paul, est rayonnante de foi, d'amour, de confiance, tandis que celle de gauche, une Magdeleine, semble brisée de douleur et de repentance. Tandis que nous regardons ces symboles qui nous transportent en plein moyen âge et que nous pensons à l'artiste inconnu qui sut animer ainsi le bois il y a plusieurs siècles, le guide nous fait signe : il reste encore de belles choses à voir avant que la nuit envahisse l'église. A sa suite, nous pénétrons dans une chapelle soigneusement fermée et cadénassée : c'est là, dans deux mausolées s'élevant à demi-hauteur d'homme que reposent Charles le Téméraire et sa fille Marie de Bourgogne. Leurs tombeaux en marbre noir sont surmontés de leur statue de grandeur naturelle, en cuivre doré; ces statues sont admirablement belles, le cuivre a été travaillé de telle sorte qu'il dessine les fines dentelles des riches costumes de Marie de Bourgogne et de son père, et même les phalanges des doigts de la main dégantée de Charles. Sur les bords du tombeau et faisant saillie sont sculptés des écussons qui représentent les armes de toutes les seigneuries (et elles sont nombreuses) de la maison de Bourgogne. Combien puissant était ce grand duc d'Occident ! pourtant « un enfant le mesure », et six pieds de marbre à peine, voilà tout ce qui reste de lui. La vue de son tombeau nous fait penser avec une vivacité extraordinaire au peu que nous sommes, à la fuite du temps, au grand silence et au grand mystère de la mort; pour la première fois peut-être, dans cette lumière grise qui tombe des vitraux de la chapelle, nous mesurons toute la force du mot de l'Écriture : « Vanité des vanités, tout est vanité » ; et c'est avec une mélancolie éveillée par tous ces souvenirs du passé que nous retraversons les rues de Bruges. Puis, les premières notes du concert donné par la musique municipale, les pas des soldats qui rentrent à la caserne en faisant sonner leur sabre sur le pavé des rues, les cris des marchands de pain d'épice, le bruit sourd des métiers des dentellières, toutes les marques de l'activité du peuple effacent les impressions que nous éprouvions tout à l'heure; elles se réveilleront

sans doute à leur heure. — Quelques minutes plus tard, la nuit est venue, nous nous séparons en deux groupes, l'un retourne à l'École, l'autre part à Ostende pour contempler la mer du Nord à la première heure du jour.

Comment exprimer, même faiblement, les impressions inoubliables de cette demi-journée passée au bord de la mer ! Ceux qui la connaissent savent quel est le pouvoir de cette grande enchantresse qui parle à chacun un langage différent suivant ses dispositions, éveille chez l'un des images grandioses et pourtant douces, et chez l'autre une mélancolie profonde. Quand nous l'apercevons, depuis longtemps annoncée par la brise saline, la mer est resserrée entre l'estacade et la côte, et déjà je suis émerveillée par les vagues mugissantes et les profondeurs immenses des eaux ; mais quand, montées sur l'estacade, nous découvrons la haute mer, la mer profonde aux eaux vertes, toujours mugissantes, alors nous nous sentons pénétrées d'une admiration si profonde, inconnue jusque-là, que nous restons à la contempler en silence, sans nous rendre compte ni du temps, ni du lieu où nous sommes. Est-ce l'infinie beauté, comme dit le poète, que révèle l'Océan ? c'est plutôt, je crois, l'infinie grandeur, et en même temps le sentiment de notre petitesse. Les baigneurs qui s'agitent, les voitures de plage, tous les hommes, toutes les femmes, nous-même, tout cela n'est qu'un grain de poussière, un fétu de paille devant la puissance mystérieuse de la vaste nature. Oh ! les heures de rêverie devant la mer immense, qui nous les rendra ! ! !... Pendant le retour, nous avons sans cesse devant les yeux les nuances vertes et bleuâtres de ses eaux, et la ligne fuyante, immense où l'eau se confond avec le ciel.

Le lendemain, quand nous nous retrouvons à l'École, en face des devoirs quotidiens à remplir, nous apprécions les bienfaits de notre voyage. Nous sentons qu'il nous a rattachées plus étroitement à nos élèves (Flamandes d'origine) en nous faisant connaître les Flamands, qu'il nous a reposées, rafraîchies et comme renouvelées, qu'il a enrichi notre esprit de souvenirs charmants, d'impressions ineffaçables, ressenties en commun, et qu'il a augmenté la cordialité et la confiance qui règnent entre nous. Aussi nous souhaitons aux directrices et aux maîtresses d'école normale d'employer comme nous les congés inattendus et nous leur disons à toutes : Amies, voyagez ensemble, et si vous le pouvez, allez à Bruges, allez à Bruges !

C. GÉHIN.

DE LA SUSCEPTIBILITÉ DANS LA VIE COMMUNE A L'ÉCOLE NORMALE

On parle volontiers des avantages de la vie commune qui réunit les maîtresses de nos écoles normales dans les mêmes travaux, les mêmes préoccupations, les mêmes plaisirs. Ils ne sont pas à discuter et, pour la plupart d'entre nous, qui n'ont pas leur famille près d'elles, cette vie commune est un bienfait.

Mais ce bienfait doit être acheté par quelques sacrifices et quelques efforts sur nous-mêmes. Certains défauts — ce ne sont pas toujours les plus graves — troublent parfois la bonne entente, l'harmonie générale. Il ne suffit pas d'être honnête et même généreux pour être d'un agréable commerce : La Bruyère l'a dit : « Avec de la vertu, de la capacité et une bonne conduite, on peut être insupportable ; » on l'est sûrement par exemple lorsqu'on a le malheur d'être susceptible. — Ce travers guette la plupart d'entre nous, et s'il se rencontre plus particulièrement dans nos internats, c'est que là, plus que partout ailleurs peut-être, il a l'occasion de se manifester.

Dans notre famille nous accueillons en souriant telle remarque malicieuse ; nous acceptons telle critique que nous sentons méritée ; nous savons l'intention qui les a dictées, et il ne nous vient pas à l'esprit de les rattacher à un sentiment malveillant.

Mais le milieu est différent dans une école normale : les hasards de l'existence réunissent sous le même toit, à la même table, des personnes étrangères l'une à l'autre qui, du jour au lendemain, sont amenées à vivre ensemble sur un certain pied de familiarité. Par la force même des choses ces rapports présentent un certain côté factice. Quoi d'étonnant si presque, à leur insu, elles restent un peu en défiance, si parfois elles notent au passage, souvent un mot, un geste, un sourire un peu équivoque ?

Quelques-unes appellent leur propre susceptibilité du beau nom de « fierté ». N'approuve-t-on pas les âmes fières qui savent se faire respecter, qui ne souffrent pas la plus légère atteinte portée à leur dignité ? A la vérité il n'est pas toujours facile de trouver la limite qui sépare une vraie dignité de la fausse.

La « fierté » peut devenir ombrageuse chez certaines natures déli-

cates et sensibles qui, à tort ou à raison, craignent de n'être point appréciées de leur entourage. Faciles à alarmer elles voient parfois une allusion désobligeante sous les plus innocentes paroles, et jusque dans les égards que l'on a pour elles il faut mettre un tact infini sous peine de les blesser par une intention trop visible de les ménager. Sans parler de ces cas avérés, ne connaissons-nous pas toutes ces froissements de l'amour-propre lorsqu'on aborde un sujet qui nous tient particulièrement au cœur? — Telle supporte patiemment une remarque sur ses travers qui n'accepte pas une raillerie sur son esprit. — Chacune de nous a pour ainsi dire son « point d'honneur », sorte de terrain défendu; ce point d'honneur est souvent aussi le point faible, difficile à bien défendre.

Plus souvent encore la susceptibilité tient à une certaine étroitesse d'esprit. On s'attache à des mesquineries; on arrête son attention sur un mot, sur un regard parce que la pensée n'a pas assez de hauteur pour embrasser l'ensemble des choses et voir petites celles qui sont petites: elle se perd dans l'infini du détail, incapable de replacer un mot dans son cadre, de comprendre l'intention d'une critique plus maladroite que blessante, de saisir enfin, en toutes circonstances, l'esprit et non la lettre. Il semblerait naturel que le personnel enseignant de nos écoles normales dût à l'éducation large et libérale qu'il a reçue, aux préoccupations élevées qui sont les siennes, d'être préservé d'une telle étroitesse d'esprit. Oui, mais l'expérience montre qu'on peut avoir l'intelligence large en matière d'études et de réflexions théoriques, et étroite dans les discussions qui nous touchent personnellement. L'internat, cette vie un peu factice où les véritables conditions de l'existence et les grands intérêts de la famille sont supprimés, soulève aisément mille discussions de peu d'importance, mais qui en prennent beaucoup aux yeux de personnes enfermées dans un cercle borné.

Si nous avons assez de bonne foi pour nous reconnaître atteints de ce défaut, que ferons-nous pour nous en corriger? Le vrai remède est de tâcher d'introduire dans notre vie quelque dessein généreux, quelque préoccupation d'ordre supérieur qui nous enlève à nous-mêmes et nous préserve.

C'est ici que la vie d'internat reprend une partie de ses avantages. En nous créant des obligations vis-à-vis de nos collègues et de nos élèves, elle nous aide à combattre cet esprit de personnalité qui est trop souvent la racine même de notre défaut. Du jour où nous nous détacherons davantage de nous-mêmes pour nous donner aux autres, nous prêterons moins d'attention aux légers torts que ceux-ci peuvent avoir envers nous.

Mais cela ne suffit pas. Il faut vouloir se connaître d'une vue

claire et profonde, et se convaincre de la présomption qu'il y a à se croire toujours en butte à la malice d'autrui : il faut ramener son personnage à sa figure réelle, il faut devenir modeste. Celui qui se met à sa véritable place, qui sait reconnaître ses imperfections, ses faiblesses, ses travers, celui-là n'est pas tenté de se froisser d'une parole railleuse ou d'une critique plus juste qu'aimable : il accueille la louange ou le blâme avec la même simplicité et la même égalité d'humeur.

Et peut-être aussi devons-nous ajouter : ayons plus de foi dans la nature humaine. Nous avons tout profit à croire à la bienveillance réelle des autres : le cœur s'élargit dans la confiance et l'affection ; les vraies dupes ne sont pas les optimistes ; ce sont plutôt les caractères défiants, jaloux, sceptiques.

J. MAYAUD.

CE QUE L'ON PENSE DE NOUS EN ANGLETERRE

Que pense-t-on de nous en Angleterre? me demandez-vous. Ce que l'on pense de nous? Je crois difficile de le savoir exactement, car, en présence d'un Français, un Anglais se garde toujours de faire connaître son opinion intime sur les Français.

Si on le presse de questions, il répond à la fin : « Les Français sont très polis », et si on insiste pour savoir ce qu'il entend par là, il vous dit : « poli » signifie « qu'on a de bonnes manières ». Les bonnes manières, c'est l'art de saluer avec grâce et à tout venant, de trouver un sourire et un mot aimable pour chacun, et d'écarter de notre extérieur toute gaucherie et toute rudesse. Voilà ce qu'un Anglais appelle : la politesse française. Il va sans dire qu'il ne songe pas à nous disputer le mérite d'une telle politesse.

Il n'est pas loin de la considérer comme notre trait caractéristique. Cela est si vrai qu'il est prêt à qualifier de Français tout Anglais qui pousse au delà des limites reconnues par la société anglaise les règles de la civilité et du savoir-vivre. « Cette jeune miss, me disait-on un jour en me parlant d'une jeune Anglaise que j'avais remarquée, cette jeune miss est Anglaise de naissance et d'éducation, cependant nous la considérons comme une vraie Française. — Et pourquoi? demandai-je. — Pourquoi? Mais parce qu'elle sourit à tous, et fait des compliments à n'importe qui, et s'incline, et salue... »

Done, pour résumer l'impression des Anglais, nous sommes polis. Entendent-ils, par là, la politesse vraie, une politesse sérieuse? Non. De bonne foi, les jeunes filles anglaises écrivent dans leurs compositions des phrases comme celle-ci, que je cite de mémoire aussi fidèlement que possible : « Quoique les bonnes manières ne soient pas à dédaigner, il ne faut pas cependant s'en exagérer le mérite. Les Français, par exemple, le peuple le plus poli du monde, nous fatiguent de leurs prévenances. Ils nous font des amabilités alors qu'ils n'éprouvent pour nous ni bienveillance réelle, ni estime. »

Tout en nous déniait la vraie politesse, les Anglais s'accommodent aisément de notre société. Ils aiment notre esprit et notre gaieté; ils nous reconnaissent une certaine vivacité d'impressions et une chaleur de sentiments, souvent charmante par « sa naïveté »; ils sont les pre-

miers à proclamer la supériorité de notre goût dans tous les domaines de l'art.

« Quel dommage, répètent-ils, qu'un peuple si richement doué ait si peu de sens pratique et de moralité ! » Absence de sens pratique et de moralité, ce sont là en effet les deux grands chefs d'accusation contre nous en Angleterre.

« Les Français, lisais-je dernièrement, dans un livre de géographie mis entre les mains d'élèves avancées, excellent à s'élever des faits particuliers aux théories générales, dont ils réussissent rarement à faire l'application »

Les journaux anglais commentent ce jugement presque tous les jours à l'aide d'exemples empruntés à notre vie politique; ils blâment, non seulement les mesures prises par notre gouvernement, mais encore notre organisation judiciaire et notre système d'éducation, dont le principal défaut, selon eux, est de viser à la culture générale de l'enfant. Avec un tel système on a des esprits ouverts, non des hommes spécialement préparés pour la profession à venir.

Ces reproches ne sont rien auprès de ceux que nous vaut notre « immoralité ».

Elle est proverbiale en Angleterre, où le mot Français, pour beau-coup, est synonyme de corruption et de dépravation. Les prédicateurs fulminent en chaire contre « les fils de la nouvelle Sodome », et j'ai entendu, à Londres même, un professeur d'Université, homme réputé pour la largeur et l'impartialité de ses vues, se répandre en flots d'accusations et d'invectives contre Paris, « la Babylone moderne ». Un Français réglé dans ses mœurs, sérieux dans ses pensées et persévérant dans son travail, est pour les Anglais un sujet d'étonnement. Ils vous croient à peine lorsque vous leur assurez que vous vous souciez peu des théâtres, promenades et divertissements; et, si, à la fin, votre conduite habituelle les a suffisamment convaincus, ils ne vous cachent pas leur surprise. « Mais tous les Français ne pensent pas comme cela », se disent-ils en leur for intérieur, et ils gardent au cœur la ferme conviction que la France est le pays de l'immoralité. Ils ont des exemples à vous donner à l'appui de leur jugement. « Quelle peut être, disent-ils, la moralité d'un pays où il n'y a pas de religion », car en France se montrent « l'athéisme » et le « papisme », c'est-à-dire l'incrédulité et la superstition, « mais non le vrai sentiment religieux ». — En France il n'y pas de vie de famille, la plupart des Français vivant dans les théâtres, sur les boulevards, et toujours hors de chez eux. En France, l'on n'a de respect ni pour la loi, ni pour les représentants du gouvernement. L'on ne sait ni faire usage de la liberté, ni porter le poids de sa propre responsabilité. Les tribunaux français n'admettent-ils pas des circonstances

atténuantes, sans valeur en Angleterre : l'état de santé, l'éducation première, les antécédents, etc., etc. ? Vous souriez en lisant ceci, vous croyez que j'exagère. Non, je ne rapporte là que ce que j'ai entendu maintes fois répéter autour de moi et non par des ignorants et des inexpérimentés. Beaucoup d'Anglais croient, pour nous, à l'efficacité d'une dictature politique, que d'ailleurs ils rejetteraient pour eux-mêmes. Mais Français et Anglais, cela fait deux ; ce qui convient aux premiers ne vaut rien pour les seconds, surtout lorsque ceux-ci ont si clairement conscience « de nous être tout à fait supérieurs en politique et en religion ».

Il n'entre pas dans mes intentions de discuter cette opinion. Je me contenterai d'ajouter à ce qui précède quelques traits de détail empruntés à mes rapports quotidiens avec quelques Anglais.

Reçue pour la première fois dans une famille respectable, je fus présentée à un Anglais revenu depuis peu de voyage. Il avait visité Paris et, croyant m'intéresser, entama la conversation sur son voyage. Devineriez-vous de quoi il m'entretint, tout d'abord ? « J'ai entendu Yvette Guilbert, me dit-il, et une telle et une telle (dont j'ai oublié les noms) ; ne sont-elles pas amusantes ? — Je n'en sais rien, » répondis-je. Grand étonnement de la part de mon interlocuteur qui jamais auparavant n'avait imaginé, je crois, une Française ignorante et si peu enthousiaste des célébrités du boulevard.

« Qu'avez-vous visité à Paris ? demandai-je à des Anglais qui, l'été dernier, ont passé quelques semaines en France. — Nous avons vu les « cafés chantants », les Ambassadeurs, le tombeau de Napoléon, le Louvre, etc., » et, l'énumération terminée, les voilà qui me confient leurs impressions sur les « cafés chantants » dont ils parlent avec complaisance, visiblement convaincus que pour moi, Française, le sujet est des plus intéressants. Jugez de leur surprise en apprenant que je n'étais jamais entrée dans un établissement de cette espèce !

D'après un préjugé assez courant, ces sortes de divertissements font partie des distractions de toute jeune fille, en France, de même que la lecture des romans réalistes du jour et les spectacles, voire licencieux.

En résumé, les Anglais nous jugent sévèrement, et nous pouvons le dire, ils ne nous connaissent pas. Je ne crois pas, pour ma part, que cette partialité soit l'effet de vieilles rancunes et d'une antipathie de race. Je pense même qu'il y a pour nous, en Angleterre, plus de sympathie qu'on ne se l'imagine communément en France. Le Français, dûment introduit, est le bienvenu dans les familles et la société anglaise alors que l'on garde toujours, ou presque toujours, une attitude hostile en présence d'un Allemand. Pour moi, partout, en ma

qualité de Française, j'ai trouvé un accueil bienveillant et des témoignages de vive et sincère sympathie. J'ajouterai enfin qu'une entente définitive entre les deux gouvernements et entre les deux nations est le vœu général, et que dans ce souhait il y a, de ce côté du détroit, moins de motifs intéressés que nous ne serions tentés de le croire.

Si les Anglais nous jugent injustement, c'est qu'ils cèdent encore à d'anciens préjugés, lesquels disparaîtront, à mesure que les gens instruits trouveront l'occasion et les moyens de faire la traversée, et d'entrer en contact direct avec les Français. Ceux-là nous jugeront avec impartialité et démentiront les fables inventées à notre préjudice. Disons aussi que les Anglais trop souvent jugent la France d'après Paris, non d'après le Paris intelligent, laborieux, économe et généreux, non d'après le Paris de l'art, de la science et du travail, mais d'après un certain Paris qu'ils entrevoient dans les « cafés chantants » et certains lieux de divertissement, et d'après le Paris que beaucoup de nos romanciers leur présentent comme le monde du plaisir, souvent de la dépravation, et qui est à leurs yeux l'image de la société française.

M. SPALIKOWSKI.

LES

ASSOCIATIONS D'INSTITUTEURS EN ALLEMAGNE

Parmi les particularités qui me frappèrent lors de mon arrivée en Allemagne, je dois mentionner ces associations (Vereine) si nombreuses, avec lesquelles nos sociétés françaises n'ont qu'une lointaine ressemblance. Ici, chaque habitant à peu près fait partie d'un ou de plusieurs « vereine ». On en trouve de toutes sortes : « vereine » de musique, « vereine » de chant, « vereine » d'instituteurs, d'étudiants, de marchands, d'ouvriers, de dames, et même de bicyclistes.

Ces sociétés présentent une organisation des plus complètes : elles ont un président, des règlements fixes, et doivent se réunir assez souvent dans le cours de l'année. En dehors de ces réunions réglementaires qui ont, paraît-il, un caractère sérieux, un comité, nommé par les membres du « verein », organise de temps en temps des fêtes, des concerts, des bals. J'ai pu assister à quelques-unes de ces fêtes, et je parlerai en particulier de celle qui a été donnée par le « verein » des instituteurs et des institutrices (Lehrer-Gesangverein).

Cette fête, appelée en allemand soirée de famille (Familienabend) réunissait non seulement les instituteurs, mais encore leurs familles. Les autorités (Schulrath, Oberschulrath) inspecteurs, sous-inspecteurs, y assistaient.

Nul doute que le principe de ces réunions ne soit autre chose que de procurer à chacun quelques heures de distractions. La présence des chefs, l'importance que l'on attache à celle des maîtres, montrent assez que l'on a en vue un but plus élevé. On veut, m'a-t-on dit, établir entre les instituteurs des différentes écoles des relations cordiales, faire naître entre eux une confiance réciproque, en un mot, réaliser leur union. L'assistance des parents à ces fêtes leur donne un caractère encore plus intime.

J'avais beaucoup entendu parler du « verein » des instituteurs, et je n'étais pas fâchée de saisir une nouvelle occasion d'étudier sur le vif le caractère et les mœurs des Allemands. Il est très facile d'ailleurs de s'introduire dans une de ces réunions. Il suffit de connaître un membre du « verein » : il vous offre de lui-même de l'accompagner

à la fête. Là, il vous présente aux personnes qu'il connaît, elles vous font toutes le meilleur accueil. L'Allemand est, en général, hospitalier. Lui êtes-vous présenté, il vous tend aussitôt la main avec empressement et vous considère comme une ancienne connaissance. Point de cérémonie, point de contrainte, souvent même un sans-gêne peu conforme à nos habitudes nationales.

Quant à la réunion elle-même, je dois avouer qu'elle a été pour moi l'objet d'une déception. Elle avait lieu dans une des salles du « Festhalle », bâtiment construit spécialement pour les fêtes, ce qui indique leur fréquence. Lorsque j'entrai, je fus à la fois étonnée et légèrement choquée du spectacle qu'offrait la salle, spectacle si différent de celui que j'attendais et que nous aimerions trouver en France, dans une circonstance semblable. Toute la décoration de cette pièce immense consistait en trois ou quatre rangées de tables, dont les nappes blanches attiraient le regard. On se serait cru dans un restaurant. En Allemagne, il est vrai, aucun plaisir n'est réel s'il n'est assaisonné d'un verre de bière. Ce mélange constant d'idéal et de vulgaire réalité me cause toujours la même surprise.

J'avais espéré que, dans une réunion d'instituteurs, la fête prendrait un caractère plus élevé. La société était nombreuse : je pris place à côté de plusieurs institutrices. Un silence presque solennel régnait dans la salle ; rien n'y trahissait l'impatience. S'agissait-il bien d'une fête ? En France, à l'approche d'un divertissement, on chuchote, on rit, on se remue. Ici, on reste impassible, on regarde devant soi, répandant à peine, par monosyllabes, aux personnes qui parlent.

D'ailleurs, quand une Allemande a parlé de son ménage (n'oublions pas que le premier souci d'une Allemande est d'être une bonne ménagère, — hausfrau, — quelle que soit sa position sociale) et de ses enfants, elle a, en général, épuisé les sujets de conversation. A vous alors d'en faire les frais. On vous laissera très volontiers la parole ; les Français jouissent toujours de la réputation de bons causeurs.

Enfin, le rideau se lève. Un groupe d'instituteurs exécute quelques morceaux de musique ; des chansons comiques et des opérettes succèdent. Devant un pareil auditoire, on pouvait s'attendre à un choix délicat de morceaux s'adressant à l'esprit ou au cœur. Il n'en fut rien : tous reposaient sur des plaisanteries plus ou moins lourdes, sur des malentendus bizarres.

Après la représentation, que des pauses nombreuses rendirent interminable, on commença à danser. Le bal devait, paraît-il, se prolonger jusqu'au matin.

Telle fut cette fête dont l'idée m'avait tant séduite. Les résultats peuvent-ils vraiment être ceux que l'on espère ? les instituteurs se

rapprochent-ils les uns des autres? se forme-t-il là un esprit commun? Je n'ai su y voir que quelques heures de plaisir dont, personnellement, je n'ai guère été touchée. Mais quoi! Chaque peuple entend le plaisir à sa manière.

Et pourtant l'idée me paraît bonne et féconde. Pourquoi n'y songerions-nous pas, sauf à organiser l'institution selon notre génie et nos goûts?

A. BLANC.

NÉCROLOGIE

26 mai.

UN NOUVEAU DEUIL

L'École vient de perdre en M. Léon Robert, un de ses anciens maîtres les plus distingués, un des ouvriers de la première heure qui, avec MM. Croiset, Ch. Bigot, Marion, Albert Sorel, Melouzey, Vidal-Lablache, Stanislas Meunier, etc., avait posé, en 1880 et 1881, les fondations de Fontenay. La mort est venue l'enlever à la fleur de l'âge à son pays et à l'Université, qu'il embrassait d'un égal amour.

M. Robert avait succédé, parmi nous, comme professeur *ordinaire de composition française et de lecture expliquée des auteurs*, à M. Croiset, lorsque celui-ci s'était vu contraint par ses grandes occupations, de restreindre le nombre de ses leçons. Timide et un peu hésitant au début, il avait bien vite gagné la sympathie et la confiance des élèves. Sa raison saine, claire, pondérée, son enseignement sûr et sobre, exempt de raffinements et de fausse rhétorique, convenaient à merveille aux besoins des écoles normales. En outre, ses sentiments politiques l'attachaient de préférence à l'œuvre de l'éducation primaire; dévoué à la démocratie libérale, plébéen de cœur ainsi que d'origine, il avait toujours devant les yeux, en traitant de la littérature, l'immense auditoire populaire auquel sa parole devait parvenir par l'intermédiaire des filles de Fontenay et de leurs élèves, les Normaliennes des départements. Une des dernières conférences qu'il ait données à toute l'École réunie avait pour sujet : « De l'usage à faire des écrivains classiques pour l'éducation populaire. »

M. Robert nous quitta pour remplir auprès de M. Goblet, tour à tour ministre de l'Instruction publique, ministre de l'Intérieur, ministre des Affaires étrangères, les fonctions de chef de cabinet. Il nous revint une première fois, et nous fûmes frappés de voir combien ses leçons sur le xvii^e siècle étaient renouvelées par l'expérience récemment acquise du monde contemporain. Nommé plus tard inspecteur général de l'enseignement secondaire, il voulut bien ne pas rompre entièrement ses attaches avec Fontenay, et il vint chaque hiver diriger quelques-uns des travaux des élèves de troisième année. De même, au cours de ses tournées de province, il faisait souvent l'honneur à ses anciennes élèves, devenues directrices ou professeurs, de visiter leurs écoles.

L'École de Fontenay lui gardera un souvenir reconnaissant. Et je suis sûr d'exprimer le sentiment de ses anciens collaborateurs en disant que sa mort est pour nous tous comme un deuil de famille.

FÉLIX PÉCAUT.

SCRAUX. — IMPRIMERIE CHABAIRE ET C^e

